



Linedata

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France

Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com

Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103

APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

DECLARATION DES PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 24 septembre 2026

Anvaraly JIVA
Président Directeur Général



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



GRANT THORNTON AUDIT SERVICES
29 rue du Pont
92200 Neuilly sur Seine

LINEDATA SERVICES SA

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle 2026**

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026
LINEDATA SERVICES SA
27 rue d'Orléans - 92523 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

GRANT THORNTON AUDIT SERVICES
Société par actions simplifiée
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Siège social : 29 rue du Pont 92200 Neuilly sur Seine
SIREN 412029357
RCS 412 029 357 Nanterre



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



GRANT THORNTON AUDIT SERVICES
29 rue du Pont
92200 Neuilly sur Seine

LINEDATA SERVICES SA

27 rue d'Orléans - 92523 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2026

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Linedata Services, relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 17 septembre 2026

KPMG S.A.

Neuilly sur Seine, le 17 septembre 2026

GRANT THORNTON AUDIT SERVICES



Mathilde FIMAYER

Associée



Solange AÏACHE

Associée



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2026

Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France
Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com
Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103
APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2026
Chiffre d'affaires	5.1	86 574	82 388
Achats et charges externes	5.6	(19 320)	(23 572)
Impôts, taxes et assimilés		(1 594)	(1 449)
Charges de personnel	6.2	(46 732)	(39 850)
Perte de valeur sur créances clients et sur actifs de contrats	5.7	(192)	(175)
Autres produits opérationnels courants	5.8	543	226
Autres charges opérationnelles courantes	5.8	(476)	(387)
Dotations aux amortissements	5.9	(6 825)	(6 382)
Résultat opérationnel courant		11 978	10 799
en % du CA HT		13,8%	13,1%
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.10	282	(414)
Résultat opérationnel		12 260	10 385
en % du CA HT		14,2%	12,6%
Coût de l'endettement financier net	9.2.1	(1 471)	(1 300)
Autres produits financiers	9.2.2	651	1 418
Autres charges financières	9.2.2	(688)	(579)
Impôts sur les résultats	10.1	(2 713)	(2 421)
Résultat net des activités poursuivies		8 039	7 503
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		8 039	7 503
en % du CA HT		9,3%	9,1%
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Part du Groupe		8 039	7 503

RESULTAT PAR ACTION (en euros)

Résultat de base par action	11.2	1,66	1,56
Résultat dilué par action	11.2	1,66	1,56

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2026
Résultat net de l'ensemble consolidé		8 039	7 503
Ecart de conversion		(13 686)	2 415
Variation des instruments financiers dérivés	9.3	(53)	32
<i>Dont effets d'impôt</i>		18	(11)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat net		(13 739)	2 447
Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies	6.3.2	360	545
<i>Dont effets d'impôt</i>		(120)	(182)
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net		360	545
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		(13 379)	2 992
RESULTAT GLOBAL		(5 340)	10 495
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Part du Groupe		(5 340)	10 495

Les réserves de conversion comprennent les différences de conversion entre monnaies fonctionnelles des entités du Groupe et monnaie de présentation et les effets des couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger. Leurs variations sont reconnues dans les autres éléments du résultat global.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	30/06/2026
Goodwills	7.1	167 423	170 427
Immobilisations incorporelles	7.2	29 878	32 001
Droit d'utilisation	7.3	17 654	16 033
Immobilisations corporelles	7.4	6 639	6 088
Actifs financiers non courants	9.1.5	1 013	1 491
Autres actifs non courants	5.5	15	507
Impôts différés actifs	10.2	3 757	3 914
Actif non courant		226 379	230 461
Créances d'exploitation et autres débiteurs	5.3	50 443	43 308
Charges constatées d'avance		4 294	4 631
Créances d'impôts		4 607	5 721
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1.3	14 888	15 956
Actif courant		74 232	69 616
TOTAL DE L'ACTIF		300 612	300 078

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	30/06/2026
Capital social		4 961	4 961
Primes liées au capital		(34 438)	(34 438)
Réserves		135 432	140 823
Résultat de l'exercice		14 655	7 503
Capitaux propres - part du Groupe		120 610	118 849
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	11.1	120 610	118 849
Provisions pour retraites et engagements assimilés	6.3	7 377	6 579
Provisions non courantes	8.1	296	296
Emprunts et dettes financières non courants	9.1.2	55 309	63 173
Dettes de loyer non courantes	9.1.2	9 247	7 230
Impôts différés passifs	10.2	12 075	12 237
Autres dettes non courantes	5.5	6 816	5 367
Passif non courant		91 120	94 882
Provisions courantes	8.1	2 571	1 056
Emprunts et dettes financières courants	9.1.2	24 023	10 486
Dettes de loyer courantes	9.1.2	4 494	4 582
Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	5.4	38 168	42 211
Produits constatés d'avance	5.2	17 434	25 199
Impôts exigibles passifs		2 192	2 813
Passif courant		88 882	86 347
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		300 612	300 078

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOL

(en milliers d'euros)	Notes	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Réserves de conversion	Résultat global
Au 1er janvier 2026*		4 960 807	4 961	(34 438)	157 013*	(3 657)*	(2 932)	(14 996)	
Affectation résultat		-	-	-	14 655	-	-	-	(
Résultat global		-	-	-	-	-	577	2 415	
Acquisitions d'actions propres	11.1.1	-	-	-	-	(6 304)	-	-	
Distribution de dividendes	11.1.2	-	-	-	(5 953)	-	-	-	
Autres mouvements		-	-	-	-	-	-	-	
Au 30 juin 2026		4 960 807	4 961	(34 438)	165 715	(9 961)	(2 355)	(12 581)	

(en milliers d'euros)	Notes	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Réserves de conversion	Résultat global
Au 1er janvier 2025		4 960 807	4 961	(34 438)	144 613	(1 367)	(3 558)	67	
Affectation résultat		-	-	-	28 119	-	-	-	(
Résultat global		-	-	-	-	-	307	(13 686)	
Acquisitions d'actions propres		-	-	-	-	(8 628)	-	-	
Paievements fondés sur des actions		-	-	-	583	-	-	-	
Distribution de dividendes		-	-	-	(8 681)	-	-	-	
Autres mouvements*		-	-	-	(7 621)*	7 621*	-	-	
Au 30 Juin 2025*		4 960 807	4 961	(34 438)	157 013*	(2 374)*	(3 251)	(13 619)	

* Les données comparatives relatives à l'exercice 2025 ont été retraitées afin de prendre en compte la livraison d'actions propres du plan LT « Actions propres » vers la colonne « Réserves consolidées ». Cette correction est sans effet sur le total des capitaux propres consolidés, trésorerie.

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2025 6 mois	30/06/2026 6 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé		8 039	7 503
Dotations nettes aux amortissements et provisions	5.6, 5.7, 5.9, 5.10, 6.2	5 698	5 045
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	9.3.1	(36)	(15)
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	6.5	583	-
Intérêts financiers sur contrats de location	9.2.1	178	148
Coût de l'endettement financier net hors contrats de location	9.2.1	1 293	1 152
Charge d'impôt différés	10.2	248	(466)
Variation nette du besoin en fonds de roulement - impôt sur les sociétés		(3 692)	(449)
Variation nette du besoin en fonds de roulement - hors impôt sur les sociétés	5.11	4 253	9 653
Flux net de trésorerie provenant des opérations d'exploitation		16 564	22 571
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7.2 & 7.4	(3 971)	(5 419)
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	3.3	(2 783)	(406)
Variation des autres actifs financiers		12	(417)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(6 742)	(6 242)
Acquisition d'actions propres	11.1.1	(8 628)	(6 304)
Augmentation des emprunts et autres passifs non courants	9.1.2	-	6 000
Remboursement des emprunts et autres passifs courants	9.1.2	(10 636)	(11 752)
Remboursement de la dette de loyer contrats de location	9.1.2	(2 229)	(2 125)
Intérêts financiers versés	9.2.1	(1 557)	(1 070)
Intérêts financiers IFRS contrats de location	9.2.1	(178)	(148)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(23 228)	(15 399)
Effets de change		(494)	139
VARIATION DE TRESORERIE NETTE		(13 900)	1 069
Trésorerie nette d'ouverture		38 470	14 888
Trésorerie nette de clôture		24 570	15 956
<i>Dont :</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1.3	24 570	15 956

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE.....	2
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	3
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	4
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	5
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	6
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES	8
1.1. Référentiel appliqué	8
1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables.....	9
1.3. Principaux agrégats	9
NOTE 2 EVENEMENTS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE	10
NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
3.1. Méthodes de consolidation	11
3.2. Liste des sociétés consolidées	12
3.3. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie	13
NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE	14
4.1 Informations par secteur d'activité	14
4.2 Réconciliation avec les données du Groupe.....	14
4.3 Informations par zone géographique	14
NOTE 5 ACTIVITE.....	15
5.1. Chiffre d'affaires.....	15
5.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats	17
5.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs	18
5.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	18
5.5. Autres actifs et dettes non courants.....	19
5.6. Achats et charges externes	19
5.7. Perte de valeur sur créances clients et sur actifs de contrats	19
5.8. Autres produits et charges opérationnels courants	20
5.9. Dotations aux amortissements.....	20
5.10. Autres produits et charges opérationnels non courants.....	20
5.11. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés	21
5.12. Transactions avec les parties liées	21
NOTE 6 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	22
6.1. Effectifs	22
6.2. Frais de personnel	22
6.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés	22
6.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées).....	23
NOTE 7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	24
7.1. Goodwills	24
7.2. Immobilisations incorporelles.....	24
7.3. Contrats de location	25
7.4. Immobilisations corporelles.....	26
7.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés	26
NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	27
8.1. Autres provisions	27
8.2. Passifs éventuels	27
NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	28
9.1. Actifs et passifs financiers.....	28
9.2. Produits et charges financiers.....	31
9.3. Politique de gestion des risques financiers	31
9.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe.....	32
NOTE 10 IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	33
10.1. Impôts sur les résultats	33
10.2. Impôts différés	34
NOTE 11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	35
11.1. Capitaux propres.....	35
11.2. Résultat par action	35
NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	36

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Linedata Services est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation applicable aux sociétés commerciales. Elle est cotée sur Euronext Paris. Linedata Services et ses filiales en France et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») constituent un groupe acteur dans l'édition et la distribution de progiciels financiers, l'intégration de solutions et la réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels. Ses domaines d'expertise sont l'Asset Management et les Crédits et Financements.

Identification de l'émetteur	
Raison sociale	Linedata Services
Pays du siège social	France
Forme juridique	Société Anonyme
Pays d'immatriculation	France
Adresse Siège	27, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine
Description de l'activité	Edition et distribution de progiciels financiers, intégration de solutions et réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels

Les états financiers consolidés condensés au 30 Juin 2026 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa séance du 8 septembre 2026.

1.1. Référentiel appliqué

Les comptes consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2026 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes consolidés condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ces derniers sont présentés dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 17 avril 2026.

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 sont :

- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif aux contrats d'électricité renouvelable
- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif au règlement de passifs par le biais de systèmes de paiement électronique
- amendement à la norme IFRS 1 : comptabilité de couverture par un nouvel adoptant
- amendements à la norme IFRS 7 : gain ou perte sur décomptabilisation et mise en œuvre de la norme IFRS 7
- amendement à la norme IFRS 9 : décomptabilisation des passifs locatifs, prix de transaction
- amendement à la norme IFRS 10 : détermination d'un « agent de fait »
- amendement à la norme IAS 7 : méthode du coût
- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles
- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Modification touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers
- améliorations annuelles des normes IFRS de comptabilité Volume 11 qui apportent des clarifications à cinq normes (IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10, IAS 7)

L'application de ces textes n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables par anticipation

Au 30 juin 2026, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption des normes IFRS futures ait une incidence majeure sur les états financiers des futures périodes à l'exception d'IFRS 18.

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplace IAS 1 « Présentation des états financiers » pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027 et qui a été approuvée par l'Union Européenne le 13 février 2026. Cette nouvelle norme introduit des exigences renforcées en matière de présentation du compte de résultat, notamment à travers une structuration autour de trois catégories principales — opérationnel, investissement et financement — ainsi que de nouvelles obligations relatives aux mesures de performance définies par la direction (Management-defined Performance Measures ou « MPM ») et aux principes d'agrégation et de désagrégation de l'information financière.

Les principaux impacts attendus concernent :

- la présentation du compte de résultat, notamment l'introduction de nouveaux sous-totaux obligatoires définis par la norme, comme le résultat avant financement et impôt. De plus, une catégorie investissement sera introduite et comprendra notamment la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, ainsi que les produits et charges des investissements financiers et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ;
- la présentation et les informations à fournir relatives aux indicateurs de performance définis par le management (Management-defined Performance Measures « MPM ») ;
- la modification du point de départ retenu pour la présentation des flux de trésorerie opérationnels selon la méthode indirecte, afin de l'aligner sur le nouveau sous total de résultat opérationnel défini par IFRS 18.

L'analyse des impacts d'IFRS 18 est toujours en cours et pourra évoluer jusqu'à la date de première application de la norme. Le Groupe poursuit les travaux nécessaires à l'adaptation de ses processus de reporting et de ses systèmes d'information, notamment de son outil de consolidation, afin de se conformer aux nouvelles exigences d'IFRS 18.

1.1.3. Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2026 et potentiellement applicables au groupe sont :

- IFRS 19 : informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique
- amendements à IAS 21 : conversion des informations financières en devises hyperinflationnistes
- IFRS 20 : Actifs et passifs réglementaires

1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

Ces estimations et jugements sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les estimations, les jugements ainsi que les hypothèses présentant un caractère significatif qui ont été retenus par le Groupe pour l'établissement des états financiers condensés au 30 juin 2026 portent principalement sur :

- l'évaluation des goodwill (cf. Notes 3.1.3 et 7.1) ;
- les conditions de capitalisation des frais de développement (cf. Note 7.2) ;
- l'estimation des provisions pour retraites et engagements assimilés (cf. Note 6.3) ;
- la reconnaissance du chiffre d'affaires (cf. Note 5.1) ;
- l'évaluation des créances clients (cf. Note 5.2) ;
- les durées des contrats de location (cf. Note 7.3) ;
- l'évaluation des autres provisions (cf. Note 8.1).

1.3. Principaux agrégats

Définition des agrégats non normés utilisés dans le cadre de la mesure de la performance

Le chiffre d'affaires récurrent est composé de 3 catégories de revenus : ASP / Managed Services, Maintenance & support et Licences récurrentes.

EBITDA : La mesure de performance de chaque secteur d'activité, est fondée notamment sur l'EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization) déterminé en excluant du résultat opérationnel les principales lignes n'ayant pas de contrepartie en trésorerie « Dotations nettes aux amortissements », « Perte de valeur sur créances clients et sur actifs sur contrats » ainsi que les « Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite » incluses dans les charges de personnel. Les « Dotations nettes aux provisions pour risques et charges » sont reclassées dans les charges par nature, notamment les charges de personnel et les achats et charges externes.

Les reprises de provisions pour risques et charges relatives à des dotations qui n'avaient pas impactées initialement l'EBITDA sont maintenues au niveau du résultat opérationnel.

L'EBITDA correspond à un indicateur clé du Groupe, reflétant de façon simple le niveau de trésorerie potentiellement généré par les opérations courantes du Groupe. Il est ainsi communément utilisé pour le calcul des ratios financiers et ratios de valorisation de l'entreprise.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel, hors impact des autres produits et charges non courants.

Les autres produits et charges non courants sont des produits et charges non récurrents, ou qui résultent de décisions ou opérations ponctuelles d'un montant inhabituel. Ils sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat pour faciliter la lecture et la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Ils comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, d'une description en note annexe :

- les charges liées à des dons significatifs ;
- les charges d'impairment.

La note 4.2 présente la réconciliation entre l'EBITDA et le résultat opérationnel.

NOTE 2 EVENEMENTS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE

En 2025, Linedata a migré une partie de ses clients vers une infrastructure Cloud Public. Les coûts capitalisés s'élèvent à 2,7 M€ au 31 décembre 2025, complétés par 0,8 M€ au titre du premier semestre 2026, portant le montant cumulé à 3,5 M€. Ces actifs sont amortis sur une durée de 5 ans.

Au premier semestre 2026, le dénouement des dossiers liés à l'incident cyber et aux discussions commerciales s'est traduit par des reprises de provisions, compensées par la comptabilisation de charges complémentaires. L'effet net sur le résultat opérationnel de la période ressort à 4,1 M€.

Le Groupe a contracté une nouvelle ligne de dette d'un montant de 5 M€ en juin 2026 et d'une maturité de 5 ans, avec la BPI.

Linedata a acquis en 2025 la société Américaine NROAD, spécialiste de l'intelligence Artificielle, reconnu pour l'extraction et la gestion de données non structurées et basée à Boston et à Pune en Inde. Le prix d'acquisition comprend un complément de prix conditionnel (earn-out) évalué à sa juste valeur à la date de prise de contrôle. Un montant de 0,5 M€ de complément de prix a été versé au premier semestre 2026 au titre du revenu récurrent de l'exercice 2025.

Au cours du semestre, le Groupe a acquis 6,3 M€ d'actions propres dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale.

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1. Méthodes de consolidation

3.1.1. Principes de consolidation

La société Linedata Services est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises contrôlées par Linedata Services sont consolidés. Le contrôle existe quand le Groupe est exposé ou a des droits sur les rendements variables de l'entité en raison de son implication dans ladite entité et a la capacité d'influer sur ces rendements en raison de son pouvoir sur l'entité.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. La date de clôture annuelle des sociétés consolidées est le 31 décembre à l'exception des 2 sociétés indiennes qui clôturent le 31 mars et dont les comptes sont retraités afin d'aligner les périodes retenues dans les comptes consolidés.

3.1.2. Méthodes de conversion

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère Linedata Services.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie fonctionnelle leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros selon les modalités suivantes :

- ✓ les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture,
- ✓ les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice (ce cours moyen est une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives),
- ✓ toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* ».

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont enregistrés en « Autres éléments du résultat global » au niveau des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* », en application de la norme IAS 21. Les écarts de change relatifs aux prêts intragroupes ont été considérés comme faisant partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les filiales étrangères concernées.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper inflationniste.

Conversion des transactions en devises

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et ceux découlant de la conversion au taux de change de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat.

Les réserves de conversion comprennent les différences de conversion entre monnaies fonctionnelles des entités du Groupe et monnaie de présentation et les effets des couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger. Leurs variations sont reconnues dans les autres éléments du résultat global.

3.1.3. Regroupement d'entreprises

Le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée relative à l'achat d'actifs et la reprise de passifs constituant une entreprise. L'acquisition d'actifs ou de groupes d'actifs ne constituant pas une entreprise est comptabilisée selon les normes applicables à ces actifs (IAS 16, IAS 38 et IFRS 9).

Le Groupe comptabilise tout regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition qui consiste :

- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la juste valeur à la date d'acquisition les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires). Le Groupe identifie et affecte ces éléments sur la base des dispositions contractuelles et des conditions économiques,
- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la date d'acquisition la différence dénommée « goodwill » entre :
 - ✓ d'une part la contrepartie transférée de l'entreprise acquise auquel est ajouté le montant des intérêts minoritaires dans l'acquise
 - ✓ d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

La date de l'acquisition est la date à laquelle le Groupe obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

La contrepartie transférée de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'acquise, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

3.2. Liste des sociétés consolidées

Raison sociale	Pays	% contrôle	Méthode de consolidation
Linedata Services SA	France	-	Société mère
Linedata Services Asset Management SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Leasing & Crédit SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Luxembourg	Luxembourg	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing SL	Espagne	100%	Intégration globale
Linedata Services Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Technologies Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Maroc	Maroc	100%	Intégration globale
Linedata Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Derivation Software Limited	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Services (UK) Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Limited	Irlande	100%	Intégration globale
Linedata Services (Latvia) SIA	Lettonie	100%	Intégration globale
Linedata Services Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Asset Management Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata L&C Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Services LLC	Etats-Unis	100%	Intégration globale
nRoad, Inc.	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing Corp	Canada	100%	Intégration globale
Linedata Services H.K. Limited	Hong Kong	100%	Intégration globale
QRMO	Hong Kong	100%	Intégration globale
Linedata Services India Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
nRoad India Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Linedata Singapore Pte Ltd	Singapour	100%	Intégration globale
Linedata S.A. de C.V	Mexique	100%	Intégration globale
Linesoftdata	Portugal	100%	Intégration globale
Audaxys	Portugal	100%	Intégration globale

Derivation Software Corp, société sans activité, n'est pas consolidée.

3.3. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie

Le Groupe a pris le contrôle de la société nRoad Inc en 2025 en acquérant 70% des titres composant le capital. Le Groupe et les vendeurs disposent d'une obligation ferme et réciproque d'acheter / de vendre les 30 % restant des titres au 31 mars 2028. Un complément de prix a été payé début 2026 sur la base du revenu récurrent 2025 pour un montant de 0,5 M€, le solde du complément de prix sera payé début 2027.

La dette de put sur minoritaire s'établit à 4,1 M€ au 30 juin 2026, l'impact de la désactualisation sur cette période s'élève à 0,2 M€. Cette dette sera payée début 2028.

La société nRoad Inc est intégrée dans les comptes consolidés au 1^{er} janvier 2025.

L'acquisition de nRoad a été comptabilisée en conformité avec IAS 32 sans reconnaissance d'intérêts minoritaires. Les montants non décaissés sont indiqués dans le tableau ci-dessus en autres dettes non courantes. Ce passif correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier (produits ou charges).

(en milliers d'USD)	31/12/2025
Montant de l'acquisition	9 519
Total actifs et passifs identifiables	(119)
Goodwill définitif affecté à l'UGT Asset Management	9 638
Goodwill définitif affecté à l'UGT Asset Management (en milliers d'euros)	9 353

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Information par secteur d'activité

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité Exécutif, principal décideur opérationnel du Groupe.

Les secteurs opérationnels présentés correspondent aux segments d'activités suivants :

- ✓ Asset Management,
- ✓ Lending & Leasing.

Information par secteur géographique

Les activités du Groupe par origine des ventes sont ventilées en quatre zones géographiques :

- ✓ Europe du Sud (dont la France),
- ✓ Europe du Nord,
- ✓ Amérique du Nord,
- ✓ Asie.

4.1 Informations par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	30/06/2025			30/06/2026			Variation en %
	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe	
Carnet de commandes	138 756	70 797	209 553	167 990	74 586	242 576	15,8%
Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	56 322	30 252	86 574	51 944	30 443	82 388	-4,8%
Répartition Chiffre d'affaires (en %)	65,1%	34,9%		63,0%	37,0%		
EBITDA (en milliers d'euros)	9 889	8 759	18 648	7 250	9 751	17 001	-8,8%
EBITDA (en %)	17,6%	29,0%	21,5%	14,0%	32,0%	20,6%	
Répartition EBITDA (en %)	53,0%	47,0%		42,6%	57,4%		
Résultat opérationnel (en milliers d'euros)	4 612	7 648	12 260	2 028	8 357	10 385	-15,3%
Résultat opérationnel (en %)	8,2%	25,3%	14,2%	3,9%	27,5%	12,6%	
Répartition résultat opérationnel (en %)	37,6%	62,4%		19,5%	80,5%		

4.2 Réconciliation avec les données du Groupe

L'EBITDA se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2026
EBITDA		18 648	17 001
Dotations nettes aux amortissements	5.9	(6 825)	(6 382)
Perte de valeur sur créances clients et sur actifs sur contrats	5.7	90	(25)
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	6.3	9	(208)
Dotations aux provisions pour risques	5.6	(15)	
Reprises aux provisions pour risques	5.6	353	
RESULTAT OPERATIONNEL		12 260	10 385

4.3 Informations par zone géographique

Le chiffre d'affaires externe par origine des ventes est le suivant :

(en milliers d'euros)	30/06/2025		30/06/2026	
France	25 785	29,8%	25 006	30,4%
Europe du Sud (hors France)	1 485	1,7%	1 598	1,9%
Europe du Nord	15 022	17,4%	14 610	17,7%
Amérique du Nord	40 228	46,5%	37 787	45,9%
Asie	4 054	4,7%	3 387	4,1%
CHIFFRE D'AFFAIRES	86 574	100,0%	82 388	100,0%

La part des US dans la région Amérique du Nord est de 90%.

NOTE 5 ACTIVITE

5.1. Chiffre d'affaires

La norme applicable est IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ».

Le chiffre d'affaires doit être reconnu de manière à traduire le transfert du contrôle des biens ou des services promis au client pour le montant de contrepartie auquel le Groupe s'attend à avoir droit en échange.

L'analyse menée par le Groupe a été conduite par référence aux différentes étapes de la norme à savoir :

✓ Etape 1 : Identification du contrat

Le Groupe signe de façon systématique un contrat avec ses clients quelles que soient les prestations vendues. Les critères évoqués par la norme sont couverts lors des revues juridiques et financières :

- ✓ le recouvrement du prix est probable,
- ✓ les droits aux biens et services et les conditions de règlement peuvent être identifiés,
- ✓ le contrat est approuvé et les parties sont engagées à respecter leurs obligations.

✓ Etape 2 : Identification des obligations de performance

Au regard de l'étape d'identification des obligations de prestation définie par la norme, il est identifié que le modèle économique du Groupe s'appuie sur la vente simultanée des éléments suivants :

1.a) la vente d'une licence perpétuelle ou à durée déterminée : cette licence fournit un droit d'utilisation à une solution logicielle étant entendu que toutes les évolutions seront vendues séparément. L'octroi de ce droit peut être perpétuel ou à durée limitée. Le fait générateur est la signature par le client d'un procès-verbal de réception du logiciel.

1.b) la vente de « packs utilisateurs » additionnels au contrat de licence : le Groupe peut vendre des licences supplémentaires sur la base d'un nombre d'utilisateurs supplémentaires demandé par le client. Il s'agit en général de « packs utilisateurs », optionnels pour le client, dont la quantité et le prix sont négociés dans le contrat initial. Dans le cas contraire, un avenant au contrat principal est négocié et signé avec le client. Il s'agira en l'occurrence d'une vente de licence séparée et optionnelle pour le client.

2.) la vente d'une prestation d'implémentation : cette prestation consiste à paramétrer le logiciel afin qu'il puisse s'adapter à l'organisation et à l'activité du client. Il s'agira de paramétrage du logiciel standard et non de développements additionnels.

3.) la vente de consulting : il s'agit d'assister le client dans la définition et la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités.

4.) la vente d'une prestation de maintenance et de support : dans la mesure où le Groupe n'intègre pas de « garantie légale de conformité » au sens de la DGCCRF, il est proposé aux clients de signer un contrat de maintenance additionnel qui se caractérise par de la maintenance dite « corrective » permettant de corriger les « bugs » éventuels. Concernant la maintenance « évolutive », les mises à jour importantes, celles nécessitant le passage à une version dite « majeure », sont refacturées aux clients. La maintenance est assurée systématiquement par Linedata dans la mesure où cette prestation nécessite une connaissance approfondie des logiciels. A ce jour, il n'existe pas de tiers assurant la maintenance à la place de Linedata.

5.) la vente de prestation ASP (SaaS) : la vente d'un service ASP intègre les prestations indissociables suivantes :

- ✓ l'accès à un logiciel Linedata,
- ✓ la maintenance et le support du logiciel concerné,
- ✓ la mise à disposition d'une infrastructure matérielle et logicielle pour les environnements de production et recette,
- ✓ la réalisation d'une prestation d'hébergement, d'exploitation et d'administration.

Linedata est propriétaire des matériels, logiciels et méthodes tandis que le client est propriétaire exclusif de ses données. En contrepartie de cette prestation, le client s'engage à verser une redevance annuelle englobant l'ensemble des services décrits ci-dessus.

En application des critères retenus de la norme, et compte tenu que :

- ✓ les clients ne peuvent pas faire appel à d'autres ressources facilement disponibles et sont obligés de faire appel à Linedata pour la réalisation de la dite prestation,
- ✓ certains contrats ne précisent pas la nature des différentes prestations alors que d'autres les détaillent,
- ✓ le Groupe a identifié que dans un contrat ASP, les biens et services forment un tout et sont totalement dépendants les uns des autres. Le client reçoit et consomme simultanément tous les avantages générés par la prestation au fur et à mesure de sa réalisation.

Dans certains cas, l'hébergement et la maintenance représentent chacune des obligations de performance séparables de la vente de licence, auquel cas il ne s'agit pas d'une vente de prestation ASP mais d'une vente de licence, de maintenance et d'un service annexe d'hébergement.

✓ Etape 3 : Détermination du prix de la transaction

Le prix de la transaction est le montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange du transfert de biens ou services. Les prix sont intégrés aux contrats signés avec les clients.

IFRS 15 introduit les critères applicables suivants à considérer pour déterminer le prix de la transaction :

✓ Part de prix variable : le Groupe n'octroie pas de remises, rabais ou de réduction de prix aux clients. S'agissant des contrats de maintenance, ceux-ci comportent des clauses de pénalités en cas de non atteinte des critères de performance.

Historiquement, le Groupe n'a pas eu de pénalité significative sur ces contrats. En outre, ces contrats ne présentent pas de perte à terminaison. Enfin, les contrats ne prévoient pas de bonus lié à la performance de la prestation.

✓ Composante financière : compte tenu de la durée des contrats (généralement de un à cinq ans), le Groupe ne comptabilise pas une composante financière distincte.

✓ Etape 4 : Allocation du prix de la transaction

Le Groupe alloue le prix de la transaction à chaque obligation de performance proportionnellement au prix de vente individuel. Cette allocation se fait à partir de l'historique des prix catalogue et en fonction des transactions similaires.

✓ Etape 5 : Comptabilisation du revenu lorsque chaque obligation de performance est satisfaite

Le groupe a établi que la reconnaissance du revenu en fonction des différentes obligations de performance est la suivante :

✓ Dans le cas où le client peut utiliser le logiciel standard avant le début de la phase d'implémentation : la vente de licence est reconnue « point in time », i.e. à la livraison, et la prestation d'implémentation est reconnue « overtime » i.e. à l'avancement.

✓ Dans le cas d'une installation complexe (les prestations de développement et /ou d'implémentation sont considérés comme déterminantes ou lorsque la transaction implique une modification significative du progiciel) : la vente de licence, la prestation d'intégration et la maintenance sont reconnues « overtime » puisque le client reçoit et consomme simultanément les avantages de chaque obligation de performance.

✓ La vente de consulting est reconnue « overtime », i.e. au temps passé,

✓ La vente d'utilisateurs additionnels est reconnue « point in time », i.e. à la livraison,

✓ La maintenance corrective et le support sont reconnus « overtime », i.e. montant fixe étalé sur la durée du contrat,

✓ L'ASP est reconnu « overtime », i.e. montant fixe étalé sur la durée du contrat.

5.1.1 Au 30 juin 2025

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	23 074	4 487	27 561
Maintenance & support	11 092	17 687	28 778
Licences récurrentes	11 307	327	11 634
Chiffre d'affaires récurrent	45 472	22 500	67 973
Implémentation, Consulting & Services	10 838	7 313	18 151
Licences perpétuelles	12	438	451
Chiffre d'affaires non récurrent	10 850	7 752	18 601
CHIFFRE D'AFFAIRES	56 322	30 252	86 574

5.1.2 Au 30 juin 2026

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	23 654	4 656	28 309
Maintenance & support	9 937	17 353	27 290
Licences récurrentes	10 180	309	10 489
Chiffre d'affaires récurrent	43 771	22 317	66 088
Implémentation, Consulting & Services	8 174	6 244	14 418
Licences perpétuelles	-	1 882	1 882
Chiffre d'affaires non récurrent	8 174	8 126	16 300
CHIFFRE D'AFFAIRES	51 944	30 443	82 388

En 2026, le Groupe réalise 80,2 % de son chiffre d'affaires sous forme de prestations récurrentes contre 78,5 % en 2025.

Le carnet de commandes est présenté ci-dessous au 30 juin 2026 :

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	65 866	21 944	87 810
Maintenance & support	44 402	46 095	90 497
Licences récurrentes	44 718	650	45 368
Activité récurrente	154 986	68 690	223 675
Implémentation, Consulting & Services	12 974	5 896	18 870
Licences perpétuelles	30	1	31
Activité non récurrente	13 004	5 897	18 901
CARNET DE COMMANDES	167 990	74 586	242 576

Au 30 juin 2026, le carnet de commandes s'établit à 242,6 M€ et correspond aux obligations de prestation que le Groupe s'attend à exécuter et à reconnaître en chiffre d'affaires sur les exercices à venir. Le carnet de commande est évalué selon les dispositions applicables au chiffre d'affaires, impliquant notamment le plafonnement des contreparties variables aux montants hautement probables et l'exclusion des tranches optionnelles des contrats.

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas utiliser les deux mesures de simplification prévues dans la norme IFRS15 concernant les contrats ayant une durée à l'origine inférieure à 1 an et les « obligations de performance » qui sont reconnues selon la méthode des « droits à facturer » pour déterminer le niveau du carnet de commande présenté.

(en milliers d'euros)	TOTAL	2nd semestre 2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
ASP / Managed Services	87 810	24 444	35 277	11 068	7 363	5 646	3 919	93		
Maintenance & support	90 497	24 282	35 036	14 620	8 816	4 293	2 368	381	388	314
Licences récurrentes	45 368	10 834	16 849	10 356	6 199	988	142			
Activité récurrente	223 675	59 560	87 162	36 044	22 378	10 927	6 430	474	388	314
Implémentation, Consulting & Services	18 870	11 567	6 503	571	161	34	34			
Licences perpétuelles	31	31								
Activité non récurrente	18 901	11 598	6 503	571	161	34	34	-	-	-
CARNET DE COMMANDES	242 576	71 158	93 665	36 615	22 540	10 960	6 464	474	388	314

5.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats

Pour un contrat donné, le chiffre d'affaires comptabilisé reflète le paiement attendu en contrepartie des obligations de prestations rendues. Le cas échéant, un actif sur contrat est constaté en contrepartie du chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel un droit à paiement est encore conditionnel. Un passif sur contrat est comptabilisé si les paiements déjà reçus du client, ou les droits inconditionnels au paiement déjà acquis, excèdent le montant comptabilisé en chiffre d'affaires.

L'évolution des créances clients et des actifs (passifs) nets des contrats est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Créances clients (valeur brute) et actifs de contrats	Passifs de contrats (Produits constatés d'avance)	Créances clients et actifs (passifs) nets de contrats
Solde au 31/12/2025	46 540	(17 436)	29 103
Augmentation	89 190	(41 211)	47 979
Diminution	(95 909)	33 861	(62 048)
Ecart de conversion	235	(414)	(179)
SOLDE AU 30/06/2026	40 056	(25 199)	14 855

Linedata enregistre les paiements des clients sur la base d'un plan d'apurement des créances conformément aux contrats. Les actifs de contrats sont liés aux obligations de performance réalisées sur l'exercice et non encore facturées à la date de clôture. Les passifs de contrats sont liés aux facturations effectuées en avance par rapport à la réalisation des obligations de performance. Les passifs de contrats sont enregistrés en revenu dès lors que les obligations de performance sont réalisées conformément aux contrats clients.

5.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs

Les créances d'exploitation et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Créances clients - valeur brute	31 667	27 864
Créances clients Factures à établir et actifs sur contrats	14 877	12 192
Dépréciation des créances clients	(2 550)	(2 591)
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	43 994	37 465
Personnel et organismes sociaux	813	864
Créances fiscales	4 971	4 550
Prêts, cautions et autres créances financières à moins d'un an	3	3
Autres créances et débiteurs divers	662	426
Autres créances d'exploitation et débiteurs - valeur nette	6 449	5 843
CREANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES DEBITEURS	50 443	43 308

L'ensemble du poste clients fait l'objet d'un suivi régulier par le management. Le Groupe a procédé à la revue du portefeuille de ses créances échues et non réglées afin de constituer les dépréciations jugées nécessaires sur la base de la meilleure estimation des pertes attendues. Cette analyse a été réalisée en cohérence avec IFRS 9.

Le montant des créances brutes échues représente 46 % des créances soit 12,8 M€.

La baisse des créances fiscales concerne principalement des créances de TVA.

Les autres créances sont notamment constituées d'avoirs à recevoir des fournisseurs.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Dépréciations sur créances clients en début de période	2 136	2 550
Dotations	1 146	620
Reprises utilisées	(480)	(445)
Reprises non utilisées	(207)	(149)
Reclassement	(9)	-
Ecart de conversion	(36)	15
DEPRECIATIONS SUR CREANCES CLIENTS EN FIN DE PERIODE	2 550	2 591

5.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Dettes fournisseurs	15 120	15 425
Dettes sur immobilisations - part à moins d'un an	181	1 787
Dettes fiscales et sociales	20 112	16 721
Participation des salariés	919	376
Dividendes à payer	49	6 002
Autres dettes	1 787	1 900
DETTE D'EXPLOITATION COURANTES ET AUTRES CREDITEURS	38 168	42 211

Les autres dettes sont principalement composées d'avoirs à établir auprès des clients comme pour 2025. La variation du poste « Dettes fiscales et sociales » entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026 résulte principalement d'un effet de saisonnalité. Elle traduit le décaissement au cours du premier semestre des rémunérations variables provisionnées au 31 décembre, ainsi que le décalage des échéances déclaratives fiscales et sociales selon la date de clôture.

5.5. Autres actifs et dettes non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Valeur brute	15	507
Provision pour dépréciation	-	-
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	15	507

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Dettes sur immobilisations - part à plus d'un an	6 006	4 236
Autres dettes non courantes	810	1 131
AUTRES DETTES NON COURANTES	6 816	5 367

Au 30 juin 2026, les autres dettes non courantes comprennent 0,6 M€ de produits d'avances relatifs aux crédits d'impôts recherche sur les projets capitalisés contre 0,6 M€ sur l'exercice précédent. La dette sur immobilisation correspond au solde à payer des titres de la société nRoad, comme pour la période précédente.

5.6. Achats et charges externes

(en milliers d'euros)	30/06/2025		30/06/2026	
Achat et Sous traitance IT	(6 772)	35,1%	(6 615)	28,1%
Autres Achats	(369)	1,9%	(208)	0,9%
Locations & charges locatives	(728)	3,8%	(750)	3,2%
Maintenance, entretien & réparation	(3 062)	15,8%	(2 990)	12,7%
Intérimaires, prestataires & sous traitance	(1 715)	8,9%	(1 899)	8,1%
Frais de développement portés à l'actif (Sous-traitance)	339	(1,8%)	60	(0,3%)
Honoraires et assurances	(4 521)	23,4%	(3 872)	16,4%
Voyages, déplacements, transport	(1 435)	7,4%	(1 313)	5,6%
Telecoms et Affranchissement	(216)	1,1%	(166)	0,7%
Services bancaires et assimilés	(116)	0,6%	(175)	0,7%
Marketing	(875)	4,5%	(827)	3,5%
Autres charges externes	(188)	1,0%	(6 362)	27,0%
Dotations pour provisions pour risques	(15)	0,1%	(59)	0,3%
Reprise aux provisions pour risques	353	(1,8%)	1 603	(6,8%)
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	(19 320)	100,0%	(23 572)	100,0%

Les charges de loyers sont relatives aux locations et charges locatives portant sur des contrats de courte durée ou sur des actifs de faibles valeurs.

La hausse des achats et charges externes s'explique principalement par la résolution d'éléments liés à la crise cyber et litiges commerciaux pour lesquels, les provisions constituées dans le passé ont été entièrement reprises. Aucune reprise non utilisée n'ayant été constatée sur la période.

5.7. Perte de valeur sur créances clients et sur actifs de contrats

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2026
Dotations pour perte de valeur créances clients	5.3	(335)	(621)
Reprise pour perte de valeur créances clients	5.3	425	595
Pertes sur créances irrécouvrables		(282)	(149)
PERTE DE VALEUR SUR CREANCES CLIENTS ET SUR ACTIFS DE CONTRATS		(192)	(175)

5.8. Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Résultat de change opérationnel	-	152
Autres produits opérationnels courants	543	74
AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS COURANTS	543	226

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Résultat de change opérationnel	(76)	-
Redevances	(356)	(305)
Jetons de présence	(44)	(41)
Autres charges opérationnelles courantes	(0)	(41)
AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES	(476)	(387)

5.9. Dotations aux amortissements

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2026
Dot./Amt. & dép. immo. incorporelles	7.2	(3 734)	(3 452)
Dot./Amt. & dép. immo. corporelles	7.4	(1 246)	(1 138)
Dot./Amt. & dép. Contrat de location	7.3	(1 846)	(1 792)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		(6 825)	(6 382)

5.10. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	(9)	-
Autres produits opérationnels non courants	760	14
Autres charges opérationnelles non courantes	(469)	(428)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	282	(414)

Depuis 2019, Linedata déploie un projet d'entreprise à vocation caritative, « Linedata Charity ». C'est ainsi qu'elle a retenu trois domaines principaux d'intervention : l'Environnement, l'Education, et la Santé. S'agissant de l'Education plus particulièrement, Linedata participe à la construction d'une université médicale en Ouganda, avec le parrainage de AKU (Aga Khan University), à travers le financement de la résidence universitaire. Avec cette initiative, Linedata vise à faciliter l'accès au savoir des étudiants ougandais, qui en retour, participeront au développement de leur pays. Ce projet inclut la création d'un fonds interne de solidarité, alimenté chaque année à partir des résultats dégagés de l'activité opérationnelle de Linedata. La gouvernance de ce fonds est assurée par un comité interne, qui définit les grandes orientations, vote son budget et assure le suivi de l'utilisation des subsides.

Au 30 juin 2026 comme au 30 juin 2025, les autres charges opérationnelles non courantes sont principalement composées d'une charge de 0,5 MUSD pour financer ce projet de Charity.

C'est un accord non engageant portant sur le versement annuel d'une somme de 1 MUSD jusqu'à l'année 2026 incluse (soit 8 ans) étant conditionné à une autorisation préalable du Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration a donné son autorisation en date du 16 décembre 2025 pour le versement 2025.

Les autres produits opérationnels non courants 2025 comprenaient 0,8 M€ de reprise sur l'earnout Audaxys.

5.11. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés

L'effet sur la génération de trésorerie de la variation des éléments du besoin en fonds de roulement (« BFR ») enregistrés au bilan, correspondant à une rentrée de trésorerie (hors impôts sur les sociétés) de +9 652 K€, s'explique de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026	Variation nette	Variation sans effet de trésorerie		Impact trésorerie
				Change	Autres	Eléments de BFR
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	43 994	37 465	(6 529)	465	2	(6 996)
Personnel et organismes sociaux	813	864	51	12	-	39
Créances fiscales	4 971	4 550	(421)	(18)	-	(403)
Autres créances et débiteurs divers	662	426	(236)	5	(27)	(214)
Charges constatées d'avance	4 294	4 631	337	57	-	280
Autres actifs non courants	15	507	492	0	-	492
Total actif	54 749	48 443	(6 306)	522	(25)	(6 803)
Dettes fournisseurs	15 120	15 425	305	163	-	142
Dettes fiscales et sociales	20 112	16 721	(3 391)	108	265	(3 764)
Participation des salariés	919	376	(543)	-	-	(543)
Autres dettes	1 787	1 900	113	860	63	(810)
Produits constatés d'avance	17 434	25 199	7 765	233	-	7 532
Autres dettes non courantes	810	1 130	320	29	-	291
Total passif	56 182	60 751	4 569	1 392	328	2 849
TOTAL BFR (hors impôts sur les sociétés)	(1 433)	(12 308)	(10 874)	(870)	(353)	(9 652)

5.12. Transactions avec les parties liées

Les parties liées du Groupe sont constituées des sociétés sur lesquelles le Groupe a une influence notable ou qui ne sont pas consolidées, des sociétés ayant un administrateur commun et/ou des dirigeants communs, des membres de la direction Générale, du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

Afin de déterminer les transactions effectuées avec les parties liées, une revue des contrats est réalisée pour ceux existants avec ces parties liées.

Linedata Services a signé fin décembre 2015 un contrat de prestations de services administratifs et financiers avec sa société mère, Amanaat.

La refacturation avec les parties liées est réalisée aux conditions de marché. Il n'y a aucune garantie reçue pour les créances avec les parties liées.

Les transactions avec les parties liées représentent des montants négligeables.

NOTE 6 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

6.1. Effectifs

6.1.1. Ventilation sectorielle des effectifs

Effectifs	A fin Juin 2025	A fin Juin 2026	Moyen Juin 2025	Moyen Juin 2026
Asset Management	989	1 043	958	1 029
Lending & Leasing	286	286	288	290
Fonctions supports	155	150	153	149
TOTAL	1 430	1 479	1 398	1 468

6.1.2. Ventilation géographique des effectifs

Effectifs	A fin Juin 2025	A fin Juin 2026	Moyen Juin 2025	Moyen Juin 2026
Europe du Sud	224	210	228	212
Afrique du Nord	260	254	259	261
Europe du Nord	98	87	101	90
Amérique du Nord	169	134	165	143
Asie	679	794	647	762
TOTAL	1 430	1 479	1 398	1 468

6.2. Frais de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Salaires et traitements	(36 993)	(30 837)
Charges sociales	(8 544)	(7 588)
Charge nette liée aux avantages postérieurs à l'emploi et IFRS 2	(1 195)	(1 425)
CHARGES DE PERSONNEL	(46 732)	(39 850)

La variation des frais de personnel sur l'exercice s'explique principalement par les trois facteurs suivants :

- la variation du montant des frais de développement capitalisés, portés en diminution des charges de personnel de l'exercice, dont le détail et l'évolution sont présentés en note 7.2 ;
- l'évolution des charges de bonus et de rémunération variable, reflétant le niveau d'atteinte des objectifs de l'exercice 2025 ;
- l'absence de charge liée aux plans d'attribution gratuite d'actions sur la période. Il n'y a actuellement pas de plan d'attribution gratuite d'actions en cours, le dernier plan datant de 2022 a été livré en 2025 avec une charge de 626K€ sur l'exercice 2025.

6.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays, le Groupe offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'indemnités de départ en retraite ou de sommes forfaitaires acquises en fonction de leur ancienneté professionnelle (régime des médailles du travail). Ces régimes, dits à prestations définies, concernent essentiellement la France.

Les régimes à prestations définies sont directement supportés par le Groupe, qui provisionne le coût des prestations à servir selon les modalités énoncées ci-dessous.

Le Groupe utilise la méthode des unités de crédits projetés pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel (« turnover »).

L'engagement ainsi calculé fait l'objet d'une actualisation au taux d'intérêts d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

L'évolution de ces estimations et hypothèses est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement.

Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

En France et en Tunisie, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Gravitass Technology Private Limited dispose d'un régime de retraite conformément au « Payment of Gratuity Act » de l'Inde de 1972.

Les engagements sont évalués en tenant compte de la décision de l'IFRS IC sans incidence significative pour le Groupe.

6.3.1. Hypothèses actuarielles en France

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie (AA) et de même durée que celle des engagements. Le Groupe utilise les taux de l'indice iBoxx de « l'International Index Company » pour les « Corporate Bonds AA ».

Les taux retenus au 30 juin 2026 ont été revisités par rapport à la dernière clôture et sont de :

- ✓ 4,02 % par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 10+ pour les indemnités de fin de carrière,
- ✓ 3,15% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 7-10 pour les médailles du travail.

En France, à partir du 1^{er} janvier 2027, les médailles du travail ne bénéficieront plus de l'exonération de cotisations sociales. Par anticipation, ces dernières ont ainsi été évaluées et comprises dans la provision pour médailles du travail.

6.3.2. Evolution des engagements

(en milliers d'euros)	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	31/12/2025	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	30/06/2026
Engagement à l'ouverture de l'exercice	6 796	687	272	7 755	6 305	823	249	7 377
Variation de périmètre	-	16	-	16	-	-	-	-
Variation des écarts actuariels	(814)	-	-	(814)	(727)	-	-	(727)
Prestations servies aux salariés	(297)	-	-	(297)	(221)	-	(22)	(243)
Ecart de conversion	-	(70)	-	(70)	-	(8)	-	(8)
Reclassement		35		35		(268)		(268)
Charge de l'exercice	620	155	(23)	752	293	58	97	448
Coût des services rendus	388	155	(23)	520	175	58	97	330
Coût financier	232	-	-	232	118	-	-	118
ENGAGEMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	6 305	823	249	7 377	5 650	605	324	6 579

Les écarts actuariels reconnus incluent les écarts d'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

6.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées)

Les principaux dirigeants du groupe sont constitués du Président Directeur Général, des membres du Conseil d'Administration et des membres du Comité exécutif.

L'assemblée générale mixte du 27 avril 2017 a fixé à 200 K€ le montant maximum de rémunération à répartir entre les membres du Conseil d'Administration.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondraient aux indemnités conventionnelles de départ en retraite. Il n'existe aucun autre engagement pris en faveur des dirigeants en matière d'avantages postérieurs à l'emploi ou autres avantages à long terme.

Les montants présentés dans le tableau suivant correspondent aux montants bruts versés sur la période :

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Avantages à court terme	2 648	2 268
REMUNERATION DES DIRIGEANTS	2 648	2 268

NOTE 7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

7.1. Goodwills

Les goodwills sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit en Note 4.1.3.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Les variations des goodwills sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
Au 31 Décembre 2024	186 106	(15 223)	170 883
Acquisition	9 353		9 353
Ecart de conversion	(13 282)	469	(12 813)
Au 31 Décembre 2025	182 177	(14 755)	167 423
Ecart de conversion	3 116	(112)	3 004
Au 30 juin 2026	185 293	(14 867)	170 427

L'acquisition en 2025 correspond à l'acquisition de nRoad Inc. (voir note 3.3).

Les goodwills sont définitifs, notamment pour nRoad Inc.

Les goodwills par UGT se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	Ecart de conversion	30/06/2026
Asset Management	115 534	2 406	117 941
Lending & Leasing	51 889	598	52 486
GOODWILL - VALEUR NETTE	167 423	3 004	170 427

7.2. Immobilisations incorporelles

Immobilisations acquises séparément

Elles correspondent à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée.

Immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Elles se composent de logiciels et de relations clients évalués à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises. Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement linéaire sur cinq à huit ans suivant leur durée d'utilité estimée par rapport notamment à l'obsolescence technologique constatée sur des logiciels présentant les mêmes caractéristiques techniques et s'adressant aux mêmes types de marché et clientèle. Les relations clientèles font l'objet d'un amortissement linéaire sur huit ans, en fonction d'un taux estimé d'attrition des clients.

Immobilisations générées en interne

En application de la norme IAS 38 :

- ✓ les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées,
- ✓ les dépenses de développement des logiciels sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
 - ✓ la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - ✓ l'intention d'achever le logiciel et de l'utiliser ou de le vendre,
 - ✓ la capacité à utiliser ou vendre le logiciel,
 - ✓ la façon dont le logiciel générera des avantages économiques futurs probables,
 - ✓ la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre le logiciel,
 - ✓ la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement.

Le respect de ces critères est déterminé produit par produit. Les dépenses de développement des logiciels qui ne peuvent pas être capitalisées sont immédiatement comptabilisées en charges.

Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée. La durée d'utilité est estimée en fonction des projections d'avantages économiques futurs attendus des développements réalisés. L'évolution des immobilisations incorporelles est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Valeurs brutes au 31/12/2025	56 032	85 671	20 096	2 622	164 421
Augmentations	39	4 069	-	818	4 926
Autres mouvements	-	(28)	-	(26)	(54)
Ecart de conversion	806	1 769	440	76	3 091
VALEURS BRUTES AU 30/06/2026	56 877	91 481	20 536	3 490	172 384

Les capitalisations sont essentiellement liées aux frais de développement relatifs aux projets AMP (Asset Management Platform). Linedata AMP (Linedata Asset Management Platform) est une plateforme Cloud de gestion d'actifs inédite sur le marché qui offre aux gestionnaires d'actifs un accès instantané et en continu via le cloud aux solutions logicielles, data et services dont ils ont besoin pour accélérer la transformation de leur modèle opérationnel. La valeur nette comptable du projet AMP est de 18,3 M€ au 30 juin 2026. Les immobilisations en cours s'élèvent à 21,8 M€ au 30 juin 2026 contre 20,1 M€ au 31 décembre 2025.

Les frais de développement sont de 8,9 M€ avant constatation de la capitalisation (principalement constitués de charges de personnels R&D), représentant 11 % du chiffre d'affaires, stable par rapport au premier semestre 2025 où ils représentaient 11 % du chiffre d'affaires, soit 8,9 M€ (avant capitalisation). Les frais de recherche et développement capitalisés sur l'exercice s'élèvent à 4,1 M€ (4 M€ de coûts de personnel) et correspondent à des immobilisations en cours portant ainsi le montant des immobilisations en cours à 21,8 M€.

Le Groupe a activé en immobilisations incorporelles les coûts de développement liés à la nouvelle infrastructure construite pour les clients hébergés dans le Cloud Public pour un montant de 0,8 M€, en application des critères d'activation (IAS 38).

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2025	(55 829)	(58 677)	(19 836)	(201)	(134 543)
Dotations aux amortissements	(50)	(3 227)	(33)	(146)	(3 456)
Autres mouvements	-	(21)	-	19	(2)
Ecart de conversion	(805)	(1 130)	(440)	(6)	(2 381)
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2026	(56 684)	(63 055)	(20 309)	(334)	(140 382)

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
VALEURS NETTES AU 31/12/2025	203	26 994	260	2 421	29 878
VALEURS NETTES AU 30/06/2026	193	28 426	227	3 156	32 002

7.3 Contrats de location

Conformément à la norme IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés en immobilisations corporelles au titre d'un droit d'utilisation de l'actif loué. Ces contrats sont comptabilisés au commencement du contrat pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location en contrepartie d'un passif, correspondant aux passifs de loyers dûs au bailleur.

Ces droits d'utilisation concernent des contrats de locations simples et de crédits-baux de bureaux et de véhicules.

Ces droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat de location qui correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement prévues contractuellement. Le groupe tient compte de la durée d'amortissement des agencements inamovibles pour la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location.

Le Groupe applique les mesures simplificatrices prévues par la norme concernant l'exclusion des contrats de moins d'un an et des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les dettes de loyer initiales de chaque contrat de location correspondent aux taux marginaux d'endettement estimés par le management pour les biens loués. Ces taux sont différenciés (i) par pays et (ii) par durée de location résiduelle du contrat. (iii) Une différenciation par catégorie d'actifs est également effectuée.

Les taux d'actualisation sont compris entre 1% et 8% et tiennent compte de la maturité du contrat retraité et le risque pays pour chaque nouveau contrat.

La durée retenue dans la valorisation de ces engagements de loyers correspond à la période non résiliable complétée, le cas échéant, des périodes sujettes à des options de renouvellement, si et seulement si, l'exercice de ces options est « raisonnablement certain ».

L'évolution des droits d'utilisation est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Bureaux	Flotte automobile	TOTAL
VALEURS BRUTES AU 31/12/2025	34 621	488	35 109
Modifications de contrats de location	29	-	29
Ecart de conversion	352	-	352
VALEURS BRUTES AU 30/06/2026	35 002	488	35 490
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2025	(17 255)	(200)	(17 455)
Dotations aux amortissements	(1 726)	(66)	(1 792)
Ecart de conversion	(210)	-	(210)
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2026	(19 191)	(266)	(19 457)
VALEURS NETTES AU 30/06/2026	15 811	222	16 033

7.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

- ✓ Constructions 5 à 20 ans
- ✓ Agencements 5 à 20 ans
- ✓ Matériel et outillage 2 à 5 ans
- ✓ Mobilier, matériel de bureau 2 à 5 ans

L'évolution des immobilisations corporelles est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
VALEURS BRUTES AU 31/12/2025	3 985	13 247	38 133	55 365
Acquisitions	7	224	327	558
Mise au rebut	-	-	(26)	(26)
Autres mouvements	-	(98)	110	12
Ecart de conversion	6	123	585	714
VALEURS BRUTES AU 30/06/2026	3 998	13 496	39 130	56 624

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2025	(1 976)	(10 952)	(35 799)	(48 726)
Dotations aux amortissements	(112)	(358)	(666)	(1 136)
Reprises d'amortissements	-	-	26	26
Autres mouvements	7	(2)	(5)	-
Ecart de conversion	(6)	(102)	(592)	(700)
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2026	(2 086)	(11 414)	(37 036)	(50 536)

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
VALEURS NETTES AU 31/12/2025	2 007	2 295	2 338	6 639
VALEURS NETTES AU 30/06/2026	1 908	2 082	2 097	6 088

Les investissements concernent du matériel informatique.

7.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés

Le Groupe a procédé à une revue de ses actifs non amortis significatifs et à durée de vie illimitée pour voir si apparaissaient des indices de pertes de valeur conduisant à mettre en œuvre des tests de dépréciation.

Aucun indice de perte de valeur n'est apparu au cours du semestre sur les actifs immobilisés amortissables.

NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

8.1. Autres provisions

Une provision est constatée lorsque :

- ✓ le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé,
- ✓ il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- ✓ le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables.

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges	Autres provisions	PROVISIONS
PROVISIONS AU 31/12/2025	2 867	-	2 867
Dotations	61	-	61
Reprises utilisées	(1 604)	-	(1 604)
Effet de la conversion et autres variations	29	-	29
PROVISIONS AU 30/06/2026	1 352	-	1 352
Dont provisions non courantes	296	-	296
Dont provisions courantes	1 056	-	1 056

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des litiges sociaux et commerciaux, notamment ceux en lien avec la cyberattaque d'Août 2025.

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse. Le cas échéant, ces litiges ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances connus à la date d'arrêt des comptes.

8.2. Passifs éventuels

Par opposition à la définition ci-dessus d'une provision, un passif éventuel est :

- ✓ une obligation potentielle résultant d'un événement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un événement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe, ou
- ✓ une obligation actuelle résultant d'un événement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Le groupe n'a pas identifié de passifs éventuels significatifs.

NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

9.1. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers se composent principalement des éléments suivants :

- ✓ les dettes financières à long terme, les dettes de loyers, les crédits et dettes financières à court terme et les découverts bancaires qui composent l'endettement financier brut (cf. Note 9.1.2)
- ✓ les prêts et autres actifs financiers à long terme et la trésorerie et équivalents de trésorerie qui s'ajoutent à l'endettement financier brut pour donner l'endettement financier net (cf. Note 9.1.3)
- ✓ les instruments dérivés (cf. Note 9.1.4)
- ✓ les autres actifs et passifs financiers courants et non courants (cf. Note 9.1.5)

9.1.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation, sur le marché. La juste valeur d'un passif reflète son risque de non-exécution.

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument en fonction de son prix coté sur un marché actif, lorsque celui-ci est disponible. Un marché actif est défini comme un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisant pour fournir de façon continue une information sur le prix.

S'il ne dispose pas d'un prix coté sur un marché actif, le Groupe s'appuie sur des techniques d'évaluation maximisant l'utilisation des données d'entrée observables et en minimisant le recours à des données d'entrée non observables. La technique d'évaluation retenue intègre l'ensemble des facteurs dont les intervenants de marché tiendraient compte pour fixer le prix d'une transaction. La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de la transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue.

(en milliers d'euros)	30/06/2026		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par capitaux propres	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	1 491	1 491	-	-	1 436	-	55
Créances clients	27 864	27 864	-	-	27 864	-	-
Créances clients Factures à établir	12 192	12 192	-	-	12 192	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 956	15 956	15 956	-	-	-	-
ACTIFS FINANCIERS	57 503	57 503	15 956	-	41 492	-	55
Emprunts et dettes financières non courants	63 173	63 173	-	-	-	63 173	-
Dettes de loyer non courantes IFRS 16	7 230	7 230	-	-	-	7 230	-
Emprunts et dettes financières courants	10 486	10 486	-	-	-	10 486	-
Dettes de loyer courantes IFRS 16	4 582	4 582	-	-	-	4 582	-
Dettes fournisseurs	15 425	15 425	-	-	15 425	-	-
PASSIFS FINANCIERS	100 896	100 896	-	-	15 425	85 471	-

(en milliers d'euros)	31/12/2025		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par capitaux propres	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	1 013	1 013	-	-	1 013	-	-
Créances clients	31 667	31 667	-	-	31 667	-	-
Créances clients Factures à établir	14 877	14 877	-	-	14 877	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 888	14 888	14 888	-	-	-	-
ACTIFS FINANCIERS	62 445	62 445	14 888	-	47 557	-	-
Emprunts et dettes financières non courants	55 309	55 309	-	-	-	55 306	3
Dettes de loyer non courantes IFRS 16	9 247	9 247	-	-	-	9 247	-
Emprunts et dettes financières courants	24 023	24 023	-	-	-	24 023	-
Dettes de loyer courantes IFRS 16	4 494	4 494	-	-	-	4 494	-
Dettes fournisseurs	15 120	15 120	-	-	15 120	-	-
PASSIFS FINANCIERS	108 193	108 193	-	-	15 120	93 070	3

9.1.2. Endettement financier brut

L'endettement financier brut comprend les emprunts bancaires ainsi que les autres emprunts, les crédits à court terme et les découverts bancaires.

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti. Le montant des intérêts comptabilisés en charges financières est déterminé par application du taux d'intérêt effectif de l'emprunt à sa valeur comptable. La différence entre la charge calculée à partir du taux d'intérêt effectif et le coupon impacte la valeur de la dette.

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font généralement l'objet d'une comptabilité de couverture.

Les dettes liées aux contrats de location sont comptabilisées au commencement de chaque contrat pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers futurs au titre de la location.

L'évolution de l'endettement financier brut du Groupe s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	Augmen- tation	Rembour- sement	Variation Juste valeur	Reclasse- ment	Autres variations non cash	Ecart de conversion	30/06/2026
Emprunt syndiqué	44 980	1 000	-	-	3 676	-	-	49 656
Autres emprunts bancaires	10 321	5 000	-	-	(1 806)	-	-	13 515
Autres dettes financières diverses	8	-	-	(3)	(0)	(2)	-	3
Emprunts et dettes financières non courants	55 309	6 000	-	(3)	1 870	(2)	-	63 174
Dettes de loyers	9 247	-	-	-	(2 149)	-	132	7 230
Endettement financier non courant	64 556	6 000	-	(3)	(279)	(2)	132	70 404
Emprunt syndiqué	19 895	-	(9 947)	-	(3 676)	-	-	6 272
Autres emprunts bancaires	3 711	-	(1 806)	-	1 806	-	-	3 711
Intérêts courus	429	-	-	-	-	85	(2)	512
Autres dettes financières diverses	(12)	-	(0)	-	2	-	-	(10)
Emprunts et dettes financières courants	24 023	-	(11 753)	-	(1 868)	85	(2)	10 485
Dettes de loyers	4 494	29	(2 127)	-	2 149	-	37	4 582
Endettement financier courant	28 517	29	(13 880)	-	281	85	35	15 067
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	93 073	6 029	(13 880)	(3)	2	83	167	85 471

Linedata Services a procédé aux remboursements suivants au cours de la période :

- ✓ Au titre de l'emprunt syndiqué 2021 : 6,5 M€,
- ✓ Au titre de l'emprunt syndiqué 2022 : 2,5 M€,
- ✓ Au titre de l'emprunt syndiqué 2025 : 1,0 M€,
- ✓ Au titre de l'emprunts BPI 2023 : 0,6 M€,
- ✓ Au titre de l'emprunt BNP 2022 : 1,3 M€,
- ✓ Au titre des dettes de loyer IFRS 16 : 2,1 M€ dont 0,5 M€ sur le crédit-bail immobilier.

Le Groupe a contracté une nouvelle dette de 5 M€ en juin 2026 auprès de la BPI.

Le Groupe a effectué un tirage d'1M€ en janvier 2026 au sein de la tranche de 35M€ du contrat syndiqué contracté en juillet 2025, le tirage cumulé au 30 juin 2026 est de 14,4 M€.

A fin juin 2026, le Groupe dispose donc des lignes de crédit suivantes :

(en milliers d'euros)	Date de mise en place	Date d'échéance	Montant notionnel à l'origine	Capital restant dû au 30/06/2026
Crédit Syndiqué - BNP	Juin 2021	Juillet 2027	56 000	19 500
Crédit Syndiqué - BNP - Avenant n°1	Décembre 2022	Juillet 2029	33 000	23 000
Crédit bilatéral - BNP	Juillet 2022	Juillet 2029	15 000	8 125
Crédit bilatéral - BPI	Mars 2023	Mars 2029	5 000	3 055
Crédit bilatéral - Parvalorem	2014	Décembre 2031	3 413	1 046
Crédit Syndiqué - BNP - Avenant n°3	Juillet 2025	Juillet 2032	35 000	13 443
Crédit bilatéral - BPI	Juin 2026	Juin 2031	5 000	5 000
			152 413	73 170

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor 3 mois (floor à zéro en cas d'Euribor négatif), pour les emprunts syndiqués libellés en euro, afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio de levier (dette nette consolidée sur EBITDA hors impact IFRS 16 à l'exception du retraitement du Crédit-bail).
- ✓ le taux d'intérêt est fixe pour les emprunts bilatéraux BPI contractés en mars 2023 et juin 2026.
- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor 3 mois auquel s'ajoute une marge pour l'emprunt bilatéral BNP contracté en juillet 2022.

Les covenants relatifs aux dettes financières sont détaillés en Note 9.4.1.

9.1.3. Endettement financier net

L'endettement financier net comprend les emprunts bancaires, les autres emprunts, les crédits à court terme et découverts bancaires diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le poste « *trésorerie et équivalents de trésorerie* » est constitué des disponibilités. L'ensemble des éléments inclus dans ce poste sont qualifiés d'équivalents de trésorerie car ils sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tout en étant soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs financiers courants, comptabilisés à la juste valeur par le résultat, sont détenus dans l'optique de faire face aux besoins de trésorerie à court terme.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Emprunt syndiqué	64 873	55 928
Autres emprunts bancaires	13 984	17 226
Dettes de loyers IFRS 16	13 741	11 812
Intérêts courus	429	512
Autres dettes financières diverses	46	(7)
Endettement Financier Brut	93 073	85 471
Equivalents de trésorerie	3 397	-
Disponibilités	11 491	15 956
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 888	15 956
ENDETTEMENT FINANCIER NET	78 185	69 515

9.1.4. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture pour se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêts, certains emprunts à moyen terme étant contractés à taux variable.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont considérés en majorité comme des instruments de couverture de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur de ces instruments de couverture sont enregistrées en « *Autres éléments du résultat global* » en capitaux propres pour la partie efficace de la relation de couverture et au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* » pour la partie inefficace ou lorsque le flux couvert apparaît lui-même en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est enregistré au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* ».

Les instruments financiers dérivés sont inscrits en actifs ou passifs financiers en fonction de leur valeur de marché (cf. Note 9.3).

9.1.5. Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers non courants regroupent essentiellement les dépôts de garantie et les actifs disponibles à la vente. Les dépôts de garantie sont évalués au coût amorti. Les titres de participation non consolidés sont enregistrés initialement à la juste valeur.

Les autres actifs et passifs financiers courants comprennent les créances et les dettes commerciales. Les créances et les dettes commerciales sont initialement enregistrées au prix de transaction et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Dépôts et cautionnements	993	1 415
Autres actifs financiers non courants	20	76
Valeur brute	1 013	1 491
Provision pour dépréciation	-	-
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	1 013	1 491

Les autres passifs financiers non courants comprenaient 20 K€ de valorisation des contrats de couverture en 2025, contre une dette financière non courante relative à la valorisation des contrats de couverture en 2026 de 55 K€. (note 9.3).

9.2. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

9.2.1. Coût de l'endettement financier net

Les charges d'intérêts correspondent au montant des intérêts comptabilisés au titre des dettes financières, et les produits d'intérêts au montant des intérêts reçus sur les placements de trésorerie.

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Charges d'intérêts	(1 383)	(1 167)
Charges d'intérêts IFRS 16	(178)	(148)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(1 561)	(1 315)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	90	15
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(1 471)	(1 300)

Le coût de l'endettement financier net (incluant la charge d'intérêts IFRS 16) s'élève à 1,3 M€ contre 1,5 M€ au premier semestre 2025, cette diminution s'explique à la fois par une diminution de l'encours et une baisse du taux.

L'encours moyen des emprunts ressort à 73,6 M€, contre 80,6 M€ sur le premier semestre 2025.

Le coût moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est en baisse à un niveau de 3,2 % contre 3,4 % en 2025.

Les charges d'intérêts IFRS 16 correspondent à l'effet de l'actualisation de la dette de loyer, en application de la norme.

9.2.2. Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Gains de change	348	1 323
Variation de la valeur des instruments financiers dérivés	36	15
Autres produits	267	80
Autres produits financiers	651	1 418
Perte de change	(694)	(370)
Autres charges	6	(209)
Autres charges financières	(688)	(579)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(37)	839

Les gains et pertes de change portent essentiellement sur les comptes courants libellés en devises étrangères, essentiellement en dollar US.

9.3. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt est géré par la direction financière du Groupe en liaison avec les principaux établissements bancaires partenaires.

Couverture des emprunts

Des contrats de couverture ont été mis en place afin de répondre aux obligations des crédits syndiqués contractés en juin 2021 et décembre 2022 ainsi qu'au contrat BNP contracté en juillet 2022.

Le taux d'intérêt applicable à ces emprunts est l'Euribor ; l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 30 juin 2026, les contrats de couvertures sont :

- un contrat de type d'achat de CAP à 3,5% et vente de floor à 2 % avec la BNP sur l'Euribor 3 mois avec une prime up front de 57 K€ avec une échéance au 31 juillet 2029,
- un contrat de type d'achat de CAP à 2,6% et vente de floor à 1,58 % avec la BNP sur l'Euribor 3 mois avec une prime à zéro pour la période du 30 janvier 2026 au 31 janvier 2028,
- un contrat de type d'achat de CAP à 2,4% et vente de floor à 1,4 % avec LCL sur l'Euribor 3 mois avec une prime lissée de 0,177% par an pour la période du 30 janvier 2026 au 31 juillet 2029.

Le montant cumulé couvert est de 44 M€ au 30 juin 2026 sur un nominal de 85,5 M€ soit une couverture de 68 % des emprunts à taux variable.

Les deux contrats suivants sont arrivés à échéance sur la période :

- un contrat de type d'achat de CAP à 1,9 % avec la BRED sur l'Euribor 3 mois avec une prime trimestrielle de 0,067 % avec une échéance au 30 janvier 2026,
- un contrat de type d'achat de CAP à 3,5% et vente de floor à 2 % avec la BRED sur l'Euribor 3 mois avec une prime trimestrielle de 0,245 % avec une échéance au 30 janvier 2026.

Au 30 juin 2026, la valorisation de ces contrats de couverture est positive de 55 K€ versus un montant négatif de 3 K€ au 31 décembre 2025. Ce contrat répond au critère d'efficacité au sens d'IFRS 9. La variation est constatée au résultat financier pour 15 K€ et en capitaux propres pour 43 K€ (32 K€ net d'impôt différé).

9.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

9.4.1. Covenants

Dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé en juin 2021, Linedata Services s'engage au titre des covenants au 30 juin 2026 à ce que le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé (hors crédit-bail inclus dans IFRS 16), soit inférieur à 2.

Compte tenu des impacts de l'application d'IFRS 16 sur le ratio de levier, Linedata a négocié des avenants aux contrats d'emprunts auprès du pool bancaire afin que le ratio de levier soit établi sur la base des comptes consolidés, à l'exclusion de l'application de cette norme (hors crédit-bail).

Au 30 juin 2026, le ratio de levier (hors impact IFRS 16 mais incluant le Crédit-bail) s'élève à 1,855. Ce ratio est respecté.

9.4.2. Nantissements

Linedata Services ne consent aucun nantissement au 30 juin 2026.

9.4.3. Autres engagements

Dans le cadre du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

NOTE 10 IMPOTS SUR LES RESULTATS

10.1. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat. Un groupe fiscal a été constitué en France et aux US.

10.1.1. Détail des impôts sur les résultats

(en milliers d'euros)	30/06/2025	30/06/2026
Impôts courants	(2 465)	(2 887)
Impôts différés	(248)	466
IMPOTS SUR LES RESULTATS	(2 713)	(2 421)

Le montant des déficits non activés au 30 juin 2026 est de 2 398 K€, soit 431 K€ d'impôts différés actifs non reconnus (sur base d'un taux de 19% au Royaume-Uni, de 17 % sur Hong Kong et Singapour, 30 % sur le Mexique et 21% sur le Portugal).

10.1.2. Analyse de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2025		30/06/2026	
Résultat avant impôt	10 752	-	9 924	
Imposition théorique	(2 687)	25,00%	(2 481)	25,00%
Incidence des :	-	-		
Autres différences permanentes	(450)	4,2%	(42)	0,4%
Effet des déficits reportables	(536)	5,0%	(109)	1,1%
Effet des crédits d'impôts	50	(0,5%)	97	(1,0%)
Régularisations sur exercices antérieurs	(12)	0,1%	(25)	0,3%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(38)	0,3%	(47)	0,5%
Différentiel de taux - France / Etranger	81	(0,8%)	36	(0,4%)
Retenue à la source sur prestations à l'Etranger	(292)	2,7%	(176)	1,8%
Quote-part de frais et charges sur dividendes	11	(0,1%)	(27)	0,3%
Opérations taxées à des taux différents - "IP Box"	515	(4,8%)	471	(4,7%)
Contributions additionnelles	(24)	0,2%	(46)	0,5%
Autres	668	(6,2%)	(71)	0,7%
CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT	(2 713)	25,23%	(2 421)	24,40%

Le taux d'impôt théorique de 25 % ne comprend pas la contribution additionnelle de 3 %. Le groupe constate une légère baisse du taux effectif d'impôt qui s'établit à 24,38 % contre 25,23 % en 2025. Pour rappel, le Groupe a mis en place en 2020 le dispositif de l'« IP Box » sur les revenus nets de licences d'actifs incorporels en France, qui bénéficient d'un taux d'impôt sur les sociétés réduit à 10%.

La charge d'impôt est décomposée par principale zone géographique dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	30/06/2025		30/06/2026	
Europe du Sud	(491)	11,5%	(1 194)	20,5%
Europe du Nord	(604)	22,0%	285	26,0%
Amérique du Nord	(1 627)	40,5%	(1 465)	27,2%
Asie	8	3,1%	(47)	(27,2%)
CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT	(2 713)	25,23%	(2 421)	24,37%

10.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés.

Les impôts différés sont évalués par entité ou groupe fiscal en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt concerné sera réalisé ou le passif d'impôt réglé.

Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporelles et aux pertes fiscales reportables ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futurs se réaliseront.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont enregistrés en capitaux propres et non en compte de résultat.

Les impôts différés par catégorie de différences temporelles se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
Engagements de retraite	1 625	1 459
Déficits fiscaux activés	1 786	1 953
Goodwills et Actifs incorporels	(18 809)	(19 397)
Autres différences temporelles	7 080	7 662
IMPOTS DIFFERES NETS	(8 318)	(8 323)
Dont :		
<i>Impôts différés actifs à moins d'un an</i>	2 441	2 446
<i>Impôts différés actifs à plus d'un an</i>	1 316	1 468
<i>Impôts différés passifs à moins d'un an</i>	(1 268)	(927)
<i>Impôts différés passifs à plus d'un an</i>	(10 807)	(11 310)

L'évolution des impôts différés nets sur l'exercice est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	30/06/2026
En début de période	(9 109)	(8 318)
Mouvements de périmètre	(387)	-
Impôts imputés au compte de résultat	260	466
Impôts imputés les autres éléments du résultat global	(217)	(194)
Ecart de conversion	1 135	(277)
EN FIN DE PERIODE	(8 318)	(8 323)

NOTE 11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

11.1. Capitaux propres

Le capital social de Linedata Services s'élève au 30 juin 2026 à 4 960 807 €, composé de 4 960 807 actions, d'une valeur nominale de 1 €.

11.1.1. Actions propres

Toutes les actions Linedata Services détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les gains ou pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés ou déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

Au 30 juin 2026, Linedata Services détenait 210 435 actions propres, acquises dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale, pour un montant total de 9 960 K€, soit un prix moyen d'achat de 48 €. La valorisation des titres auto-détenus au cours de clôture de juin 2026 (41,10 €) s'élève à 8 529 K€.

Toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement en capitaux propres. L'impact de l'exercice 2026 est de (6 304) K€.

Linedata Services détenait également au 30 juin 2026, 2 923 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

11.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale de Linedata Services réunie le 11 juin 2026 a décidé de distribuer un dividende ordinaire dont le montant s'élève à 5 953 K€ au titre de l'exercice 2025, soit 1,2 € par action. Ce dividende, hors détentions d'actions propres, a été mis en paiement le 17 et 23 juillet 2026, pour le montant de 5 701 K€. Le dividende théorique au titre de l'exercice précédent s'élevait à 8 681 K€, soit 1,75 € par action.

11.2. Résultat par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net – part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- ✓ le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, calculé en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions, diminué des actions propres.
- ✓ le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice, diminué des actions propres. Ne sont prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que les actions ordinaires potentielles dilutives, à l'exclusion de celles qui ont un effet relutif. Sont considérées comme relatives les actions ordinaires potentielles résultant d'options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action.

	30/06/2025	30/06/2026
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	8 039	7 503
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 845 041	4 883 700
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros)	1,66	1,54

	30/06/2025	30/06/2026
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	8 039	7 503
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 845 041	4 883 700
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat net dilué par action	4 845 041	4 883 700
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	1,66	1,54

NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Dans le cadre de son emprunt syndiqué, le Groupe a fait un tirage de 6 M€ sur la tranche de 35 M€ contractée en juillet 2026.

En juillet 2026, Linedata Services a finalisé la renégociation de l'emprunt syndiqué initialement conclu en juin 2021, permettant l'étalement de l'emprunt sur 2 années supplémentaires

Ces opérations, intervenues après le 30 juin 2026, n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés à cette date.



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE AU 30 JUIN 2026

LINEDATA SERVICES

Société Anonyme au Capital de 4.960.807 euros
Siège Social : 27, rue d'Orléans - 92200 Neuilly-sur-Seine
414 945 089 RCS NANTERRE
La "Société"



RAPPORT SEMESTRIEL DU GROUPE AU 30 JUIN 2026

Le Groupe Linedata Services a réalisé au 1^{er} semestre 2026 un chiffre d'affaires de 82,4 M€ en diminution de 4,8% en données publiées. En données comparables, la baisse est ramenée à -1,3%, du fait principalement d'un impact défavorable de change, en particulier sur l'EUR/USD.

La part récurrente du chiffre d'affaires ressort à 66,1 M€, soit 80% du revenu total.

Après une baisse organique de 3,0% du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre, l'activité s'est reprise au 2nd trimestre avec une légère croissance de 0,5% en données comparables.

Le groupe reprend progressivement une exploitation normative après l'incident cyber intervenu à l'été 2025, qui l'a conduit à concentrer ses efforts sur le retour à la normale pour les clients affectés au détriment du développement de nouvelles affaires. La prise de commandes du 1^{er} semestre 2026 s'établit à 28,8 M€, en progression de 23,4%, grâce notamment, à la confiance de clients existants qui ont renouvelé leurs contrats avec le groupe.

L'EBITDA s'établit ainsi à 17,0 M€ en baisse de -8,8% (soit une marge d'EBITDA de 20,6% contre 21,5% au premier semestre 2025). Le résultat opérationnel s'élève à 10,4 M€, soit une marge opérationnelle de 12,6% (14,2% au premier semestre 2025).

Le résultat financier à -0,5 M€ est en augmentation de +1,1 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2025, en raison d'une augmentation des gains de changes financiers.

L'impôt sur les bénéfices à 2,4 M€ ressort en baisse de 0,3 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

En conséquence, le résultat net du 1^{er} semestre 2026 s'établit à 7,5 M€, soit une marge nette de 9,1% en baisse par rapport à celle du 1^{er} semestre 2025.

Conformément à l'organisation opérationnelle du Groupe par segment, les éléments financiers sont communiqués sur la base d'une information sectorielle par segment d'activité. Le segment Asset Management regroupe toutes les offres destinées à la gestion des fonds traditionnels et alternatifs du front au back office et le segment Lending & Leasing est constitué de l'ensemble des activités Crédits et Financements.

Il est rappelé que l'EBITDA, indicateur clé du Groupe, est déterminé en excluant du résultat opérationnel les principales lignes n'ayant pas de contrepartie en trésorerie « Dotations nettes aux amortissements », « Perte de valeur sur créances clients et sur actifs sur contrats » ainsi que les « Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite » incluses dans les charges de personnel.

ACTIVITE DU GROUPE DURANT LE SEMESTRE ET FAITS MARQUANTS

Environnement

Linedata Services est un éditeur de solutions et prestataires de services spécialisés dans deux grandes activités de l'industrie des services financiers : l'"Asset Management" (comprenant la gestion d'actifs, l'administration des fonds et les assurances) et les Crédits & Financements.

Asset Management

Au cours du premier semestre 2026, Linedata a poursuivi la migration de sa base clients installée vers sa plateforme intégrée de gestion d'actifs, l'Asset Management Platform (AMP). Développée au cours des dernières années et proposée dans un environnement SaaS, cette plateforme permet aux clients d'accéder à des outils de gestion de nouvelle génération. S'appuyant sur cette base, Linedata a lancé Mosaic, la prochaine évolution d'AMP, qui réunit les modules de la plateforme au sein d'une expérience utilisateur pensée pour le cloud et le web, et accélère l'intégration avec des solutions tierces.

Gestion d'actifs

Le secteur de la gestion d'actifs continue de connaître une transformation profonde, portée par la digitalisation, l'évolution réglementaire, la volatilité des taux d'intérêt et des marchés, les pressions sur les coûts, ainsi que l'évolution des besoins d'une clientèle internationale. L'agilité des gestionnaires d'actifs, conjuguée à la réactivité des sociétés de gestion et de leurs prestataires de services dans un environnement réglementaire exigeant, a continué de renforcer la position de Linedata sur le marché de la gestion d'actifs en 2026. Grâce à son engagement en faveur de l'innovation technologique, Linedata continue de fournir à ses clients des services à forte valeur ajoutée.

Linedata a accompagné ses clients dans la réponse à ces enjeux, notamment au travers des initiatives suivantes :

- La livraison de versions enrichies de ses applications de supervision de la conformité et de la valeur liquidative (NAV), incluant de nouvelles fonctionnalités de conformité assistées par l'IA ;
- Le lancement de Mosaic, prochaine évolution d'AMP, qui étend la plateforme vers une expérience entièrement intégrée, pensée pour le cloud et le web, avec une intégration plus rapide de solutions tierces, tandis que l'adoption des applications AMP se poursuit au sein de la base installée ;
- La poursuite de l'adoption de la plateforme de comptabilité titres, l'automatisation d'Optima étant de plus en plus renforcée par l'IA afin de réduire les interventions manuelles et d'accélérer les traitements ;
- La poursuite du développement des capacités de Linedata en matière d'IA générative et de grands modèles de langage, renforçant la capacité du Groupe à traiter des données non structurées ;
- La fourniture d'un service d'hébergement de données hautement sécurisé via des environnements de cloud public, ainsi que de nombreux services complémentaires ;
- Le positionnement de Linedata Global Hedge (LGH) comme solution de registre d'investissement de référence (IBOR) pour les gestionnaires alternatifs et multi-actifs, désormais présentée à des consultants du secteur et à certains clients sélectionnés avant sa disponibilité générale.

Administrateurs de fonds

Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, les gestionnaires d'actifs ont continué d'investir dans la digitalisation afin de réduire les risques opérationnels et d'améliorer la productivité. Les conditions de marché incertaines ont conduit les administrateurs de fonds à réexaminer leurs modèles opérationnels, en s'appuyant davantage sur les nouvelles technologies et en se concentrant sur leurs activités cœur, tout en envisageant également l'externalisation de certaines opérations. La digitalisation permet aux gestionnaires de fonds d'améliorer l'efficacité de leurs activités quotidiennes et renforce leur prise de décision grâce à des technologies modernes et optimisées.

Les solutions de Linedata ont accompagné les clients dans l'amélioration de leurs modèles opérationnels et le renforcement de leur rentabilité grâce à :

- La poursuite du déploiement et de l'enrichissement de Linedata Optima, solution avancée aidant les administrateurs à rationaliser et automatiser les processus d'administration de fonds. Le module « Rules Engine » d'Optima, initialement développé avec un grand client nord-américain, a désormais été étendu à d'autres produits Linedata et à des produits tiers ;
- Les capacités d'automatisation offertes par les modules Linedata, permettant aux administrateurs de fonds de se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée ;

- Le portail Linedata Transfer Agent, outil web permettant aux investisseurs de consulter en temps réel leurs positions et leurs activités au moyen de tableaux de bord graphiques, et d'effectuer en libre-service des opérations telles que la saisie d'ordres et la mise à jour de leur profil ;
- Les améliorations apportées à Linedata Icon et Linedata MShare afin d'optimiser la compatibilité avec les navigateurs et le déploiement cloud, dans le cadre du programme plus large de transformation technologique du Groupe ;
- La fourniture de services d'hébergement de données hautement sécurisés via des environnements de cloud public, ainsi que de nombreux services à valeur ajoutée ;
- La poursuite de l'enrichissement de l'offre de supervision de la valeur liquidative (NAV Oversight), incluant le module Cash Monitoring, apportant une confiance accrue dans la gestion de la liquidité.

Assurance

Linedata offre pour le marché français des solutions couvrant l'ensemble des besoins des assureurs, mutuelles et courtiers dans le domaine de l'assurance de personnes morales et physiques.

La plateforme technologique Linedata Master I permet à tous les acteurs de cette industrie de gérer tous les aspects de leur activité ainsi que tous les produits relatifs à l'assurance vie, à la prévoyance individuelle et à l'assurance emprunteur, incluant une couverture front-to-back globale. Tourné vers la digitalisation des canaux de distribution, Linedata Master I propose un portail web intégrant un moteur de tarification synchronisé avec la gestion back office, permettant ainsi une mise sur le marché instantanée de nouveaux produits sur tous les réseaux de distribution du client.

Crédits & financements

En 2026, le déploiement industriel de l'IA agentique est une tendance de fond et connaît une accélération redessinant le périmètre d'intervention des équipes de gestion mais le marché reste également fortement impacté par les contraintes réglementaires et notamment Dora et la facture électronique. Les chaînes d'octroi sont ainsi directement concernées par les apports de l'IA agentique au travers de la capacité des agents de corréler des volumes importants de données et de révolutionner l'approche de scoring crédit.

Nos efforts R&D se focalisent ainsi sur la modernisation continue de l'expérience utilisateur et sur l'intégration d'agents afin de permettre des gains de productivité à nos clients. Ces travaux sont accélérés par l'utilisation d'une plateforme technologique commune qui nous permet à la fois de garantir une réactivité importante à nos clients et de répondre à des enjeux de cybersécurité toujours plus importants. L'enrichissement métier de nos produits se poursuit également avec la mise à disposition de portails dédiés permettant la mise en place de modèles "full digitaux".

Les capacités natives de personnalisation des offres, de modélisation des processus et nos innovations en matière d'Intelligence Artificielle mettent ainsi à la disposition de nos clients l'ensemble des outils nécessaires au déploiement de leur stratégie de croissance que ce soit pour le lancement rapide de nouvelles offres ou métiers, l'extension à de nouveaux marchés ou l'amélioration de la productivité de leurs équipes internes.



Réalisations du semestre

- **Asset Management**

Au 1^{er} semestre 2026, le chiffre d'affaires du segment Asset Management s'établit à 51,9 M€, soit une baisse de 3,2% à taux et périmètre constant, malgré une prise de commande en hausse de 16,9% à 19,5 M€.

Le pôle Software ressort à 36,1 M€, en diminution de 6,7% à taux et périmètre constant. L'impact de la cyberattaque s'est principalement concentré sur les clients de ce segment.

Le pôle Services à 15,8 M€ est en progression de 5,7% en organique.

L'EBITDA à 7,2 M€ est en baisse par rapport au premier semestre 2025 (9,9 M€). Le résultat opérationnel à 2,0 M€, ressort en baisse, soit une marge de 3,9% (contre 8,2% au premier semestre 2025).

- **Lending & Leasing**

Le chiffre d'affaires du segment s'élève à 30,4m€, en croissance à taux et périmètre constant de 2,3% au 1^{er} semestre 2026.

L'activité commerciale est bien orientée au 2nd trimestre, permettant d'afficher une prise de commandes en croissance sur les six premiers mois de l'exercice (9,2 M€ ; +39,7%).

L'EBITDA, en augmentation, s'établit à 9,8 M€, soit une marge de 32,0%, supérieur à 2025. Le résultat opérationnel est, quant à lui à 8,4 M€, soit une marge de 27,5% (contre 25,3% au premier semestre 2025).

Evénements particuliers du semestre

En 2025, Linedata a migré ses clients vers une infrastructure Cloud Public. Les coûts capitalisés s'élèvent à 2,7 M€ au 31 décembre 2025, complétés par 0,8 M€ au titre du premier semestre 2026, portant le montant cumulé à 3,5 M€. Ces actifs sont amortis sur une durée de 5 ans.

Au premier semestre 2026, le dénouement des dossiers liés à l'incident cyber et aux discussions commerciales s'est traduit par des reprises de provisions, compensées par la comptabilisation de charges complémentaires. L'effet net sur le résultat opérationnel de la période ressort à 4,1 M€.

Le Groupe a contracté une nouvelle ligne de dette d'un montant de 5 M€ en juin 2026 et d'une maturité de 5 ans, avec la BPI.

Linedata a acquis en 2025 la société Américaine NROAD, spécialiste de l'intelligence Artificielle, reconnu pour l'extraction et la gestion de données non structurées et basée à Boston et à Pune en Inde. Le prix d'acquisition comprend un complément de prix conditionnel (earn-out) évalué à sa juste valeur à la date de prise de contrôle. Un montant de 0,5 M€ de complément de prix a été versé au premier semestre 2026 au titre du revenu récurrent de l'exercice 2025.

Au cours du semestre, le Groupe a acquis 6,3 M€ d'actions propres dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale.

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 30 JUIN 2026

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2026 sont établis selon les normes IFRS.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 sont :

- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif aux contrats d'électricité renouvelable
- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif au règlement de passifs par le biais de systèmes de paiement électronique
- amendement à la norme IFRS 1 : comptabilité de couverture par un nouvel adoptant
- amendements à la norme IFRS 7 : gain ou perte sur décomptabilisation et mise en œuvre de la norme IFRS 7
- amendement à la norme IFRS 9 : décomptabilisation des passifs locatifs, prix de transaction
- amendement à la norme IFRS 10 : détermination d'un « agent de fait »
- amendement à la norme IAS 7 : méthode du coût
- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles
- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Modification touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers
- améliorations annuelles des normes IFRS de comptabilité Volume 11 qui apportent des clarifications à cinq normes (IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10, IAS 7)



L'application de ces textes n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Au 30 juin 2026, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption des normes IFRS futures ait une incidence majeure sur les états financiers des futures périodes à l'exception d'IFRS 18.

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplace IAS 1 « Présentation des états financiers » pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027 et qui a été approuvée par l'Union Européenne le 13 février 2026. Cette nouvelle norme introduit des exigences renforcées en matière de présentation du compte de résultat, notamment à travers une structuration autour de trois catégories principales — opérationnel, investissement et financement — ainsi que de nouvelles obligations relatives aux mesures de performance définies par la direction (Management-defined Performance Measures ou « MPM ») et aux principes d'agrégation et de désagrégation de l'information financière.

Les principaux impacts attendus concernent :

- la présentation du compte de résultat, notamment l'introduction de nouveaux sous-totaux obligatoires définis par la norme, comme le résultat avant financement et impôt. De plus, une catégorie investissement sera introduite et comprendra notamment la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, ainsi que les produits et charges des investissements financiers et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ;
- la présentation et les informations à fournir relatives aux indicateurs de performance définis par le management (Management-defined Performance Measures « MPM ») ;
- la modification du point de départ retenu pour la présentation des flux de trésorerie opérationnels selon la méthode indirecte, afin de l'aligner sur le nouveau sous total de résultat opérationnel défini par IFRS 18.

L'analyse des impacts d'IFRS 18 est toujours en cours et pourra évoluer jusqu'à la date de première application de la norme. Le Groupe poursuit les travaux nécessaires à l'adaptation de ses processus de reporting et de ses systèmes d'information, notamment de son outil de consolidation, afin de se conformer aux nouvelles exigences d'IFRS 18.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2026 et potentiellement applicables au groupe sont :

- IFRS 19 : informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique amendements à IAS 21 : conversion des informations financières en devises hyperinflationnistes
- IFRS 20 : Actifs et passifs réglementaires

- **Chiffre d'affaires**

Le Groupe Linedata Services a réalisé, au 1^{er} semestre 2026, un chiffre d'affaires de 82,4 M€ en diminution de 4,8% en données publiées. En données comparables, la baisse est ramenée à -1,3%, du fait principalement d'un impact défavorable de change, en particulier sur l'EUR/USD.

Sur ce premier semestre, le chiffre d'affaires consolidé par segment d'activité s'analyse ainsi :

	S1 2025	S1 2026	Variation	Variation à périmètre et change constants
ASSET MANAGEMENT	56,3	51,9	-7,8%	-3,2%
LENDING & LEASING	30,3	30,4	+0,6%	+2,3%
Chiffre d'affaires	86,6	82,4	-4,8%	-1,3%

- **Marges et Résultats**

L'EBITDA s'établit ainsi à 17,0 M€ en baisse de -8,8% (soit une marge d'EBITDA de 20,6% contre 21,5% au premier semestre 2025).

Le résultat opérationnel du Groupe (EBIT) s'élève à 10,4 M€, soit une marge opérationnelle de 12,6% (14,2% au premier semestre 2025).

L'EBITDA et le résultat opérationnel par segment d'activité s'établissent comme suit :

	EBITDA 6 mois				Résultat opérationnel 6 mois			
(en milliers d'euros)	2025	2026	% du CA 2025	% du CA 2026	2025	2026	% du CA 2025	% du CA 2026
Asset Management	9 889	7 250	17,6%	14,0%	4 612	2 028	8,2%	3,9%
Lending & Leasing	8 759	9 751	29,0%	32,0%	7 648	8 357	25,3%	27,5%
TOTAL	18 648	17 001	21,5%	20,6%	12 260	10 385	14,2%	12,6%

Le résultat financier à -0,5 M€ est en augmentation de +1,1 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2025, en raison d'une augmentation des gains de changes financiers.

L'impôt sur les bénéfices à 2,4 M€ ressort en baisse de 0,3 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

En conséquence, le résultat net du 1^{er} semestre 2026 s'établit à 7,5 M€, soit une marge nette de 9,1% en baisse par rapport à celle du 1^{er} semestre 2025.

Le bénéfice net par action est de 1,56 € (1,66 € au premier semestre 2025).

- **Financement et structure financière**

La structure financière au 30 juin 2026 est la suivante :

- Capitaux propres : 118,8 M€ (120,6 M€ au 31 décembre 2025),
- Endettement net (hors instruments financiers dérivés) : 69,5 M€ dont 11,8 M€ liés aux dettes de loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 (78,2 M€ au 31 décembre 2025 dont 13,7 M€ liés aux dettes de loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16).

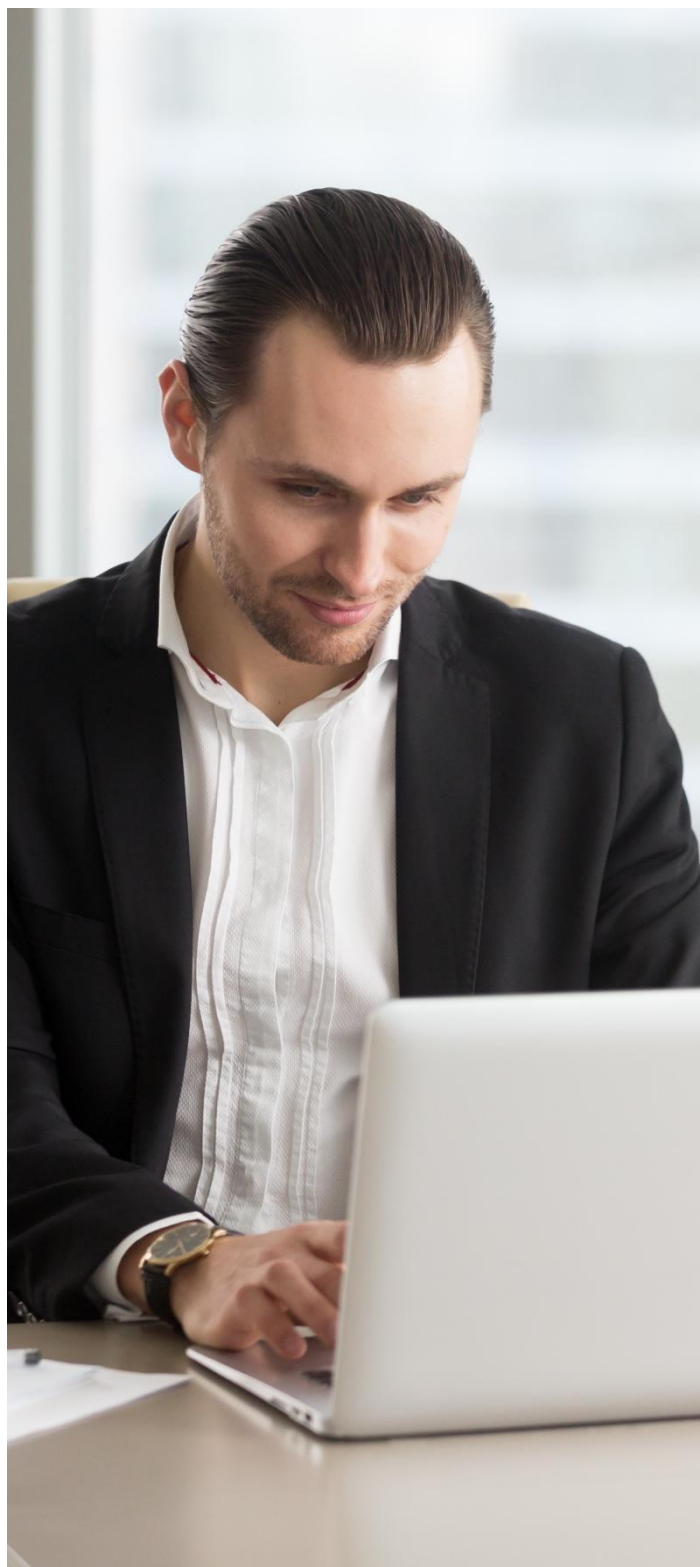
L'évolution des capitaux propres comprend essentiellement, outre le résultat de l'exercice, le versement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, d'un dividende théorique d'un montant total de 6,0 M€, de l'acquisition d'actions propres pour 6,3 M€ et de l'écart de conversion pour 2,4 M€.

La baisse de l'endettement net de 8,7 M€ par rapport au 31 décembre 2025 s'explique par :

- les remboursements au cours du semestre :
 - de l'emprunt syndiqué à hauteur de 10,0 M€ ;
 - des emprunts BPI à hauteur de 0,6 M€ ;
 - de l'emprunt BNP à hauteur de 1,3 M€.
- une augmentation des dettes :
 - nouvel emprunt BPI de 5,0 M€ ;
 - tirage de 1,0 M€ sur tranche de 35 M€ contractée en juillet 2025.
- la diminution des dettes de loyer IFRS 16 à hauteur de 2,1 M€ (dont 0,5 M€ sur le crédit-bail immobilier)
- la hausse de la trésorerie à hauteur de 1,1 M€.

Dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé en juin 2021, Linedata Services s'engage au titre des covenants au 30 juin 2026 à ce que le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé, soit inférieur à 2. Ces agrégats s'entendent hors impact IFRS 16 tout en intégrant la dette de crédit-bail dans la dette nette.

Dans le cadre du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.



INFORMATIONS CONCERNANT LINEDATA SERVICES S.A.

Le compte de résultat social de Linedata Services SA pour le semestre, dont les principaux agrégats sont indiqués ci-après, a été établi selon les normes comptables françaises.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2026 s'élève à 7,0 M€ (contre 11,9 M€ au premier semestre 2025).

Le résultat d'exploitation constate une perte de -2,4 M€ (contre -3,3 M€ au premier semestre 2025).

Le résultat financier, comprenant en particulier des dividendes reçus de filiales pour 4,6 M€ et les intérêts d'emprunts pour 1,1 M€, est de 3,8 M€. Il s'élevait au premier semestre 2025 à 4,3 M€ et incluait notamment les dividendes reçus de filiales pour 4,3 M€ et les intérêts d'emprunts pour 1,3 M€.

Le résultat net ressort à 2,0 M€ (contre 0,9 M€ au premier semestre 2025).

Il est rappelé que l'Assemblée Générale des actionnaires a décidé en date du 11 juin 2026 la distribution, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, d'un dividende d'un montant brut de 1,20 € par action, soit un montant total théorique de 5.952.968€. Le dividende a été mis en paiement en numéraire le 17 juillet 2026, donc après clôture des comptes au 30 juin, pour un montant total de 5.701.176 € (au cours de l'exercice 2025, le dividende mis en paiement le 10 juillet 2025 était d'un montant brut de 1,75 € par action soit un montant total de 8.620.573 €).

INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ET L'ACTIONNARIAT

- **Capital social**

Au 30 juin 2026, le capital social est de 4.960.807 € divisé en 4.960.807 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le nombre correspondant de droits de vote à cette date est de 8.918.689 (dont 8.708.254 droits de vote exerçables en Assemblée Générale).

- **Structure de l'actionnariat et évolutions**

La répartition du capital au 30 juin 2026 est la suivante :

	% du capital	% des droits de vote théoriques
M. Anvaraly Jiva	10,27%	11,70%
Amanaat	64,68%	73,70%
Sous-total Anvaraly Jiva / Concert	74,95%	85,39%
Managers, salariés	2,85%	2,67%
Anciens salariés et divers assimilés	3,00%	3,42%
Public	14,95%	8,52%
Auto-détention	4,24%	0,00%
TOTAL	100,00%	100,00%

Il est rappelé que le concert d'actionnaires est constitué entre la société Amanaat et Monsieur Jiva et ses enfants. La part du capital détenue par les salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe et du Fonds Commun de Placement d'Entreprise est de 1,48% du capital représentant 1,59% des droits de vote.

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et sur la base des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, les actionnaires suivants détiennent au 30 juin 2026 plus :

Seuils	Actionnaire
Des deux tiers du capital et des droits de vote	Concert d'actionnaires (Anvaraly Jiva et Amanaat)
Du tiers du capital et de la moitié des droits de vote	Amanaat SAS
Du dixième du capital et des droits de vote	Monsieur Anvaraly Jiva individuellement

Aucun autre actionnaire n'a informé la Société qu'il détenait une fraction du capital supérieure à l'un des autres seuils fixés par l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

• **Opérations sur titres**

La Société Linedata Services S.A. n'a pas eu connaissance au premier semestre 2026 de déclarations d'opérations sur titres effectuées en application de l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier.

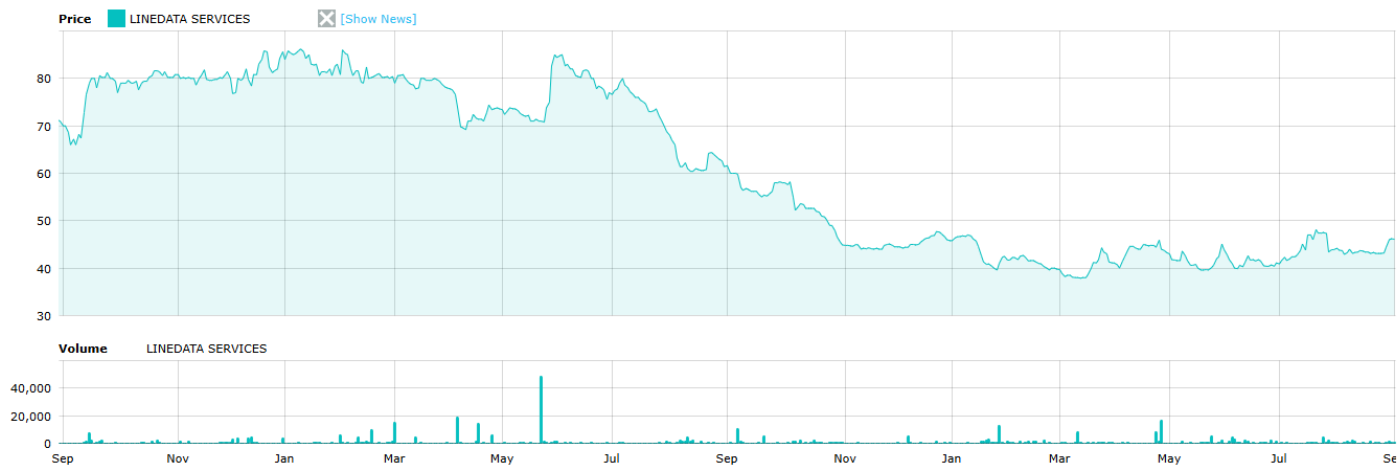
• **Actions auto-détenues**

Au 30 juin 2026, la Société détient 210 435 actions propres dont 2 923 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

Les rachats effectués au cours du semestre l'ont été :

- d'une part, au titre de l'objectif n°1 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers. Au titre de cet objectif, il a été acquis 6 404 actions à un prix moyen de 41,90 € et vendu 6 316 actions à un prix moyen de 41,88 € ;
- d'autre part, au titre du programme de rachat d'actions en vigueur, 151 867 actions ont été acquises au cours du semestre.

Evolution du cours de l'action Linedata Services et des volumes échangés (de septembre 2024 à septembre 2026)



Sources : Euronext.com

Sur le premier semestre 2026, le cours le plus haut a été 47 €, et le cours le plus bas de 37,9 €.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Dans le cadre de son emprunt syndiqué, le Groupe a fait un tirage de 6 M€ sur la tranche de 35 M€ contractée en juillet 2026.

En juillet 2026, Linedata Services a finalisé la renégociation de l'emprunt syndiqué initialement conclu en juin 2021, permettant l'étalement de l'emprunt sur 2 années supplémentaires

Ces opérations, intervenues après le 30 juin 2026, n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés à cette date.

Principaux risques et incertitudes pour la fin de l'exercice

Le Groupe n'a pas identifié de risques complémentaires à ceux indiqués dans le document d'enregistrement universel 2025 (consultable sur le site internet de la Société www.linedata.com et sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org).

Le 8 septembre 2026

Le Conseil d'Administration